



SOMMAIRE

| | Page |
|--|------|
| Point 14 de l'ordre du jour : | |
| Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique | 881 |

Président : M. Gaston THORN
(Luxembourg).

*En l'absence du Président, M. Grozev (Bulgarie),
vice-président, prend la Présidence.*

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport de l'Agence internationale
de l'énergie atomique**

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : J'invite M. Sigvard Eklund, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA] à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 1974/75¹.

2. M. EKLUND (Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique) [*interprétation de l'anglais*] : Nous célébrons cette année le vingtième anniversaire de la première Conférence internationale sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, qui s'était ouverte à Genève, le 8 août 1955. Au cours des 20 années qui se sont écoulées depuis cette conférence, les utilisations pacifiques de l'énergie atomique ont acquis droit de cité et nous ont lancé de nouveaux défis.

3. Quatre de ces défis présentent à l'heure actuelle un intérêt particulier pour les Nations Unies : premièrement, le rôle de l'énergie nucléaire en tant qu'autre source d'énergie; deuxièmement, l'énergie nucléaire et l'environnement; troisièmement, la tâche qui consiste à contrôler la diffusion des armes nucléaires et, dans ce contexte, les résultats obtenus par la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires; et, quatrièmement, la situation en matière d'utilisations pacifiques des explosions nucléaires.

4. Qu'il me soit permis maintenant d'aborder la première question, à savoir l'énergie nucléaire en tant qu'autre source d'énergie.

5. Au cours de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la question intéressant les sources nouvelles d'énergie, notamment pour les pays en développement, a été inscrite au programme de travail de la communauté internationale. A cet égard, nous nous trouvons tous devant un dilemme. Dans les pays où la demande d'énergie est suffisamment importante — et cela comprend bon nombre de pays en développement — l'énergie nucléaire est

devenue moins onéreuse que le pétrole ou le charbon en tant que moyens permettant de produire de l'électricité. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], la charge initiale coûte actuellement la moitié environ de la charge correspondante pour les usines à combustibles fossiles. Cependant, le capital initial nécessaire pour une centrale nucléaire est beaucoup plus élevé que celui qu'exigent des usines de charbon ou de pétrole; mais ultérieurement, le bénéfice provient des coûts opérationnels moins élevés. Il faut compter 8 à 10 ans pour construire une centrale nucléaire et il faut attendre 4 à 5 ans avant qu'une centrale réalise une économie sur les coûts du combustible pour compenser le capital initial. L'on doit, par conséquent, attendre 12 à 15 ans avant de pouvoir profiter des avantages de l'énergie nucléaire, et, au cours de cette période, les services et les gouvernements connaissent souvent des périodes de pointe pour ce qui est du capital. Comme le représentant de la Banque mondiale l'a fait remarquer au cours de notre Conférence générale au mois de septembre, la situation exige de larges sommes en capital, dans un laps de temps relativement court, afin d'aider les Etats durant cette période de pointe. Nous notons avec encouragement que la Banque mondiale examine ce problème, étant donné qu'il s'agit là d'une question à laquelle les institutions internationales de financement devraient, à mon avis, accorder une haute priorité.

6. Les pays en développement qui ont récemment placé d'importantes commandes de centrales nucléaires sont ceux qui ont des revenus nationaux en expansion rapide. D'autres pays en développement ont dû réduire leurs programmes d'énergie nucléaire, en raison d'un manque de capital aux fins d'investissement.

7. On peut se demander qu'elle est l'ampleur de ce problème. La réponse est que sans une énergie abondante, il ne peut y avoir de développement industriel à large échelle, et que le coût de l'énergie est un facteur qui détermine le rythme du développement industriel. La demande d'énergie s'accroît également, compte tenu de la nécessité d'utiliser des matières premières de moindre qualité et du besoin de retraiter les déchets.

8. En ce qui concerne les nouvelles sources d'énergie, les évaluations ne nous permettent pas d'aboutir à des conclusions définitives. Il est évident que les évaluations optimistes quant à la disponibilité, dans un proche avenir, de l'énergie solaire, géothermique, éolienne, et de la fusion, devront être révisées considérablement en raison de l'évolution des travaux ambitieux qu'il est nécessaire de poursuivre, et en raison également des estimations erronées quant à l'énergie potentielle disponible, par exemple, dans le cas de l'énergie éolienne.

9. Il est donc de plus en plus évident que nous devons compter, jusqu'à la fin du siècle actuel, sur les combustibles fossiles, notamment le charbon, et sur l'énergie nucléaire fondée sur le processus actuel de fusion. D'ici 1985, nous comptons qu'environ 20 p. 100 de l'énergie électrique mondiale sera produite par énergie nucléaire. Il en est déjà ainsi, ou à peu près, à l'heure actuelle.

10. Cependant, nous ne pourrions compter sur les types actuels de réacteurs nucléaires que si nous pouvions trouver de nouvelles sources importantes d'uranium venant quadrupler au moins les réserves actuellement connues. Il faut donc accorder une haute priorité à la prospection et à l'exploitation de l'uranium afin de trouver ces ressources à des prix moyens ou peu élevés. Le fait que plus de 90 p. 100 des réserves mondialement reconnues soient situées dans les pays industrialisés reflète probablement le déséquilibre des efforts de prospection plutôt qu'une véritable situation géologique. L'Agence appuie donc l'exploration de l'uranium dans 20 pays en développement, y compris cinq projets importants du Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD]. Certains résultats prometteurs ont déjà été atteints. J'espère que le nouveau Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles accordera une haute priorité aux activités de l'Agence dans ce domaine.

11. Nous avons appris avec un vif intérêt les requêtes faites par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire en vue d'étudier la création d'un nouvel institut de l'énergie sous les auspices des Nations Unies [voir résolution 3362 (S-VII), sect. III, par. 2]. A mon avis, l'on doit étudier attentivement toute proposition visant à créer un autre organe dans le domaine de l'énergie, compte tenu du fait que le système des Nations Unies couvre déjà pratiquement toutes les questions relatives à l'énergie. La mesure dans laquelle les questions énergétiques sont débattues est reflétée dans le fait que pour 1976 seulement, sur 33 grandes réunions internationales et nationales prévues en matière d'énergie, 25 porteront sur l'énergie nucléaire. Au moins 70 études importantes, dont certaines coûtent des millions de dollars, sont actuellement en cours à propos de l'énergie.

12. Quant au deuxième défi, l'énergie nucléaire et l'environnement, il convient de noter que les préoccupations des écologistes ont joué un rôle considérable dans le retard que connaît la croissance de l'énergie nucléaire dans certains pays industrialisés. A cet égard, l'Agence coopère avec le Programme des Nations Unies sur l'environnement [PNUE] pour procéder à une comparaison générale à court terme des effets écologiques des techniques énergétiques. Cette comparaison sera examinée par le Conseil d'administration du PNUE au mois d'avril prochain. L'Institut international d'analyse appliquée des systèmes recherche également l'assistance du PNUE pour procéder à une étude complète de trois ans sur les options qui s'offrent à propos de l'énergie et pour procéder à une méthodologie de comparaison des impacts écologiques. Le PNUE a été informé de l'appui de l'Organisation mondiale de la santé [OMS] et de l'Agence à ce projet fort utile, qui devrait fournir un instrument analytique de grande valeur aux autorités nationales et aux services nationaux en matière d'éner-

gie et pour les aider à détendre l'atmosphère orageuse qui caractérise habituellement les débats sur cette question.

13. L'activité de l'Agence sur la sécurité nucléaire et la gestion des déchets est inscrite dans le rapport qui vous est soumis et je n'entrerai pas dans le détail. Le travail entrepris l'année dernière sur le système complet des codes et guides acceptables au niveau international pour la sécurité des centrales nucléaires progresse d'une manière satisfaisante.

14. L'attention internationale se concentre sur les problèmes de stockage à long terme et de la façon dont on gère les déchets à haute radioactivité qui sont maintenant produits en grandes quantités dans les centrales. Le stockage dans les couches souterraines géologiquement stables, comme les mines de sel, semble être une solution de plus en plus prometteuse. Un symposium organisé cette année au Gabon avec l'aide du Gouvernement gabonais et de la Commission française de l'énergie atomique a révélé des résultats intéressants. Il y a plus de 1 700 millions d'années, un réacteur naturel a fonctionné pendant de nombreuses décennies dans les dépôts d'uranium au Gabon. A l'instar de tous les réacteurs, il a produit et déposé du plutonium. Il a été démontré au cours de ce symposium que le plutonium ne s'est jamais déplacé du lieu de sa formation, mais s'est désintégré lentement à cet endroit même. Ce fait tiré d'une page de l'histoire de la terre devrait mettre fin à certaines préoccupations concernant les risques de stockage des déchets nucléaires dans des formations souterraines appropriées.

15. J'ai mentionné trois problèmes qui préoccupent l'industrie nucléaire : le manque de capitaux, une éventuelle réduction de l'uranium dans les années 80 ou 90, enfin le problème de l'acceptation par le public et de la sécurité écologique. Il devient de plus en plus clair que nous avons adopté une vision trop fragmentée et trop compartimentée des problèmes du cycle du combustible nucléaire. Ce cycle est complexe et interdépendant; il comprend par exemple la prospection de l'uranium, le forage, le broyage, le traitement, l'enrichissement, la fabrication, le retraitement du combustible utilisé et le stockage du plutonium, de même que la gestion des déchets. Toutes les parties du cycle du combustible doivent être développées en harmonie, sinon les volumes de combustible obtenus seront soit insuffisants, soit excédentaires.

16. Pour cette raison, la Conférence internationale de l'Agence sur l'énergie nucléaire et le cycle du combustible, qui a été recommandée par l'Assemblée générale l'année dernière [voir résolution 3213 (XXIX)], aura lieu à Salzbourg du 2 au 13 mai 1977. Sans nul doute, cette conférence sera fort utile pour aider les autorités nationales de planification, qui ont pris la décision de commencer à traiter de l'énergie nucléaire ou sont sur le point de le faire. Cela devrait intéresser de nombreux gouvernements représentés ici.

17. La production d'énergie nucléaire est devenue une opération de routine, mais d'autres stades du cycle de l'énergie, tels que le traitement du combustible et la gestion des déchets, ne le sont pas. Afin d'encourager une approche plus profonde des problèmes du cycle du combustible, nous avons commencé une étude sur des centres régionaux du cycle du combustible qui combindraient d'une façon idéale le retraitement

tement, la gestion des déchets et/ou un groupe de centrales nucléaires. Certains d'entre vous se souviendront peut-être que j'ai mentionné cette étude dans ma déclaration l'année dernière². Le projet a été fortement appuyé à la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à la Conférence générale, il y a deux mois. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, dans son intervention devant l'Assemblée générale, au mois de septembre, a vivement encouragé le développement de tels centres [2355^e séance, par. 127]. Nous avons commencé une étude il y a quelques mois et nous devrions la terminer d'ici la fin de l'année. Nous sommes entrés en contact avec la Banque mondiale, le PNUE et des Etats Membres afin d'obtenir des contributions financières. Naturellement, personne ne sous-estime les problèmes qui se posent pour assurer une coopération régionale efficace de ce type, si souhaitable soit-elle du point de vue économique et technique.

18. De tels centres régionaux du cycle du combustible sous garantie internationale pourraient également apporter une contribution intéressante à la sécurité internationale en aidant à n'avoir en activité qu'un nombre minimum de centrales de par le monde dans lesquelles serait produit le plutonium et en réduisant le risque de vol et de sabotage de matériel nucléaire dangereux.

19. Ceci m'amène au troisième point : garanties et Traité de non-prolifération.

20. La portée des garanties de l'AIEA a été considérablement augmentée lorsque les Etats non dotés d'armes nucléaires de la Communauté européenne de l'énergie atomique [EURATOM] ont ratifié le Traité de non-prolifération. Nous espérons que les mêmes accords de garanties entre l'EURATOM et l'AIEA entreront en vigueur avant la fin de cette année. Le Conseil des gouverneurs de l'Agence a également approuvé au début de l'année un accord de garantie de non-prolifération avec le Japon relatif au Traité de non-prolifération qui permettra à ce pays de s'acquitter de ses obligations lorsqu'il ratifiera le Traité, comme l'a annoncé le Ministre des affaires étrangères M. Miyazawa dans cette enceinte le 23 septembre [2358^e séance, par. 43]. L'application de ce traité est maintenant très étendue.

21. Comme le montre le rapport annuel, presque toutes les centrales nucléaires dans les Etats non dotés d'armes nucléaires sont ou seront prochainement sous la garantie de l'Agence; mais les statistiques pourraient prêter à confusion. Comme l'a montré l'histoire, le développement de la capacité de procéder à des explosions nucléaires ne devrait pas être trop étroitement lié à la croissance de l'énergie nucléaire.

22. C'est pourquoi j'ai déclaré à la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et devant notre Conférence générale — et je le répète aujourd'hui — que je ne pense pas que nous aurons un système de garanties internationales pleinement satisfaisant tant que les fournisseurs d'équipements et de matériels nucléaires ne mettront pas comme condition à leurs livraisons que l'ensemble du cycle du combustible nucléaire dans les pays bénéficiaires soit placé sous contrôle de l'Agence. C'est davantage le développement de petites sous-centrales de retraitement et

d'enrichissement aussi bien que celui de certains types de réacteurs de recherche qui posent un grand nombre de problèmes du point de vue des garanties internationales, plutôt que le nombre croissant des centrales nucléaires.

23. C'est avec un plaisir que j'ai vu que le concept consistant à exiger des garanties sur l'ensemble du cycle du combustible a été appuyé par la Conférence internationale de l'Agence sur l'énergie nucléaire et le cycle du combustible, bien que je craigne que, à cet égard, ces recommandations ne soient pas allées assez loin.

24. La Déclaration finale de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³ a exprimé un appui ferme pour les garanties effectives de l'Agence. Nous prenons de nombreuses mesures pour améliorer l'application des garanties. Des progrès ont été réalisés afin de permettre le traitement automatique des informations concernant les garanties. Le nouveau laboratoire de l'Agence, situé près de Vienne, qui entrera en fonction au début de l'année prochaine, accroîtra nos possibilités d'analyse d'échantillons de matériel nucléaire. Un groupe consultatif sur l'application des garanties a été établi entre les gouvernements. Nous organiserons le mois prochain le premier séminaire de formation destiné à donner aux gouvernements une assistance pour la formation de personnel dans les systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle du matériel nucléaire.

25. Des améliorations sont également apportées dans l'application des garanties en dehors des pays parties au Traité. Plusieurs études juridiques importantes sont entreprises et, pour la première fois, des garanties ont été récemment élargies afin de couvrir des activités résultant de transferts de renseignements et de compétences.

26. Des garanties effectives créent les conditions nécessaires pour que les matériels nucléaires et les connaissances puissent déborder les frontières internationales entre les pays industrialisés avancés eux-mêmes et, de ces pays, vers les pays en développement. En fait, ce n'est que dans le cadre de la confiance engendrée par un système efficace de garanties que les bénéfices de l'énergie nucléaire seront pleinement ressentis de par le monde et ne seront pas cantonnés derrière des barrières nationales par crainte d'une diffusion des armes nucléaires.

27. Dans le cadre de l'effort propre à éviter à l'avenir, dans l'intérêt général, toute prolifération, les Etats dotés d'armes nucléaires ont un rôle particulièrement important à jouer à trois égards : premièrement, ils sont les plus grands exportateurs. Deuxièmement, ils peuvent aider à démontrer que les garanties internationales ne sont pas imposées à l'industrie nucléaire. Troisièmement — ce qui est plus important — tout progrès ultérieur vers une interdiction des explosions nucléaires à des fins militaires devrait encourager tous ceux qui appuient la cause de la non-prolifération.

28. Au cours des cinq années entre la première Conférence des parties chargée de l'examen du Traité et la suivante, dont on a recommandé qu'elle ait lieu en 1980, le système de garanties internationales devra passer par des épreuves sévères et peut-être décisives. Ce seront là des années d'expansion commerciale

rapide de l'énergie nucléaire, qui seront marquées par une expansion sous ses trois aspects, s'agissant du rendement des installations nucléaires. La possibilité et la capacité de retraitement à l'échelle nécessaire pour produire des explosifs se développent également. Les réserves de plutonium croissent. J'espère sincèrement que la prochaine conférence de réexamen sera à même de présenter au monde un tableau plus sûr. On doit espérer que d'ici là une approche commune des problèmes de la non-prolifération et des mesures connexes visant au désarmement nucléaire auront été adoptées par toutes les parties intéressées, et notamment par les Etats dotés d'armes nucléaires. Si nous ne réussissons pas cette approche concertée, le sentiment de déception manifesté par plusieurs Etats non dotés d'armes nucléaires au cours de la conférence d'examen du Traité, augmentera encore. Plus nombreux seront ceux qui mettront en doute le besoin qu'ils ont de s'abstenir de choisir l'énergie nucléaire alors que l'incertitude règne dans le monde et que des progrès en matière de désarmement nucléaire ne se font pas sentir.

29. En relation avec la question des garanties se pose le problème de la protection des matières nucléaires contre le vol, le sabotage et l'action terroriste, ce que l'on appelle la protection physique. La communauté internationale se préoccupe toujours plus de ce problème. L'AIEA a révisé récemment l'ensemble de ses recommandations concernant l'action que les Etats membres devraient entreprendre afin d'établir un système national de protection physique et pour en améliorer la qualité et l'efficacité. L'Agence est prête à assurer à cet égard l'assistance d'experts aux Etats membres. La Conférence générale de l'AIEA a prié instamment tous les membres de l'Agence d'établir et, le cas échéant, de renforcer leur système national de protection physique; elle leur a demandé également d'examiner les moyens de mettre en œuvre une coopération internationale ayant trait à ces problèmes communs. Une action dans ce sens pourrait être de préparer une convention internationale réglementant le transport des matières nucléaires au-delà des frontières nationales, dans la mesure où c'est là que la situation s'avère le plus vulnérable et où la responsabilité de plus d'un Etat se trouve directement impliquée.

30. En ce qui concerne les utilisations pacifiques des explosions nucléaires, le quatrième défi que j'ai mentionné au début est devenu un symbole du dilemme atomique. Tout avantage que cette technique peut nous offrir doit, bien entendu, être mis à la disposition de tous les pays. Cependant, l'essence même du Traité de non-prolifération et de toutes les activités de garanties de l'Agence, est que la capacité de faire des explosions nucléaires ne devra pas s'étendre au-delà d'un nombre encore restreint de pays qui possèdent déjà cette possibilité. Afin d'éviter toute discrimination à ce double objectif, il serait souhaitable de placer de telles explosions, qu'il s'agisse d'Etat dotés d'armes nucléaires aussi bien que d'Etats non dotés d'armes nucléaires, sous un régime international relevant du cadre d'un accord d'interdiction universelle et totale des essais nucléaires.

31. C'est un objectif à long terme. Entre-temps, l'Assemblée générale et la communauté internationale dans son ensemble attendent de l'AIEA une évaluation objective de cette technique et de ses services

connexes. Je suis heureux d'informer l'Assemblée qu'au mois de juin de cette année le Conseil des gouverneurs a créé un groupe consultatif sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Ce groupe, qui est ouvert à tous les membres de l'Agence et à toutes les parties au Traité de non-prolifération, a tenu sa première réunion en octobre, avec la participation de 39 Etats. Parmi ses tâches premières, le Groupe dressera un catalogue des applications possibles des explosions nucléaires à des fins pacifiques et de leur faisabilité. Il étudiera aussi la santé, la sécurité et les aspects écologiques des explosions nucléaires à des fins pacifiques, les bénéfices économiques des explosions nucléaires à des fins pacifiques comparés aux autres techniques, ainsi que les aspects juridiques et conventionnels de la question. Des procédures ont déjà été adoptées en vue de contribuer à la mise en œuvre des projets des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Les facteurs impliqués dans l'établissement d'un service international pour les explosions nucléaires à des fins pacifiques seront reconsidérés.

32. La prochaine réunion du Groupe consultatif aura lieu au mois de mars de l'année prochaine et ses travaux doivent être terminés d'ici la fin de 1976. Bien entendu, le Groupe utilisera les travaux approfondis déjà effectués par le Secrétariat de l'AIEA, le Conseil des gouverneurs et les quatre conférences internationales techniques sur l'utilisation pacifique des explosions nucléaires que l'AIEA a tenues depuis 1969 en vue de réexaminer régulièrement l'état de la technique.

33. Grâce à l'établissement de ce groupe consultatif, les travaux de l'AIEA dans ce domaine sont réexaminés et communiqués au niveau intergouvernemental, et chaque Etat intéressé, qu'il soit ou non partie au Traité de non-prolifération, se voit offrir la possibilité d'une entière participation. Il a été indiqué également par deux des Etats en mesure de procéder à des explosions nucléaires, qu'ils étaient prêts à examiner les demandes de services pour des explosions nucléaires à des fins pacifiques, qu'elles émanent d'Etats non parties ou d'Etats parties au Traité de non-prolifération.

34. Je voudrais souligner, comme je l'ai fait l'année dernière, qu'aucun Etat n'a encore demandé officiellement des services d'explosions nucléaires à des fins pacifiques. J'aimerais mettre l'accent sur les besoins de procéder à des études très détaillées en vue d'établir le caractère faisable et souhaitable des explosions nucléaires pour tout projet pacifique soumis à examen. L'impact de toute entreprise d'explosions nucléaires à des fins pacifiques serait considérable, mais l'on doit être certain, non seulement qu'elles sont techniquement faisables et viables économiquement, mais également que les techniques employées sont suffisamment fiables et sûres. Compte tenu des expériences limitées dont on dispose, ces exigences de fiabilité et de sécurité demandent encore à faire l'objet d'études très approfondies.

35. J'ai parlé de ce que j'ai appelé quatre défis intéressants cette assemblée; j'aimerais maintenant aborder brièvement certains aspects des activités d'assistance technique de l'Agence.

36. Nous avons lancé cette année une série de cours de formation sur l'établissement et la mise en œuvre de projets d'énergie nucléaire. C'est là une activité

d'avant-garde qui devrait aider les pays en développement à résoudre certains des problèmes fondamentaux auxquels ils ont à faire face lorsqu'ils introduisent l'énergie nucléaire.

37. Malgré l'accent placé sur l'énergie nucléaire, nous devons reconnaître, cependant, que pour un grand nombre de nos Etats membres l'intérêt essentiel que représente l'énergie atomique réside encore dans l'application de techniques nucléaires dans le domaine de la médecine, de la recherche agricole et du développement des ressources hydrauliques. Pour cette raison, nous organisons un nombre accru de réunions scientifiques sur ces questions en Afrique et dans d'autres régions en développement, et nous espérons pouvoir conclure des accords de coopération régionale en matière de science et de technique nucléaires.

38. En ce qui concerne l'objectif d'assistance technique de l'Agence pour 1976, je suis heureux de mentionner qu'il a été porté à 5,5 millions de dollars. Les fonds du PNUD ont également triplé en cinq ans, avec une augmentation régulière du nombre des principaux objets de cet organisme.

39. En résumé, l'Agence s'efforce de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée de par son statut et le Traité de non-prolifération et elle accroît en même temps sa capacité de pouvoir mettre à la disposition des pays en développement les avantages que l'on peut tirer de l'énergie nucléaire.

40. Avant de conclure, j'aimerais saisir cette occasion pour rendre hommage à la générosité du Gouvernement hôte et de la ville de Vienne, non seulement pour mettre à la disposition de l'Agence les locaux de son siège permanent, mais également pour les services de laboratoire nouveaux et étendus qu'ils nous offrent pour procéder à nos travaux sur les garanties.

41. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie M. Eklund pour la présentation du rapport de l'AIEA qu'il vient de nous faire.

42. M. BERASATEGUI (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : L'année 1975 s'est avérée d'une importance particulière dans le cadre des relations entre l'Argentine et l'AIEA. Déjà, peu avant le début de l'année, pour être exact le 6 décembre 1974, des négociations ont eu lieu, à l'issue desquelles mon pays a soumis volontairement aux garanties de l'Agence les installations du réacteur d'énergie d'Embalse. Ces négociations ont nécessité de sérieux efforts et soulevé de nombreuses difficultés, mais on est finalement parvenu à une solution de compromis, preuve de la coopération et de la souplesse manifestées par les deux parties.

43. En 1975 également, il y a un peu plus d'un mois, l'Argentine a eu l'honneur d'être élue à la présidence du Conseil des gouverneurs de l'Agence en la personne du Secrétaire à l'énergie et Président de la Commission nationale de l'énergie atomique, M. Pedro Iraolagoitia. Nous avons interprété cette nomination comme la reconnaissance d'une coopération longue et ininterrompue aux activités de l'AIEA et comme une consécration de la position pacifique traditionnelle de l'Argentine, qui s'est reflétée clairement dans notre attitude positive à l'égard du système des garanties de l'Agence, conformément à son statut. De même,

nous nous sommes efforcés d'appuyer ses activités de coopération technique dans la mesure de nos possibilités. La preuve récente en a été le cours panaméricain de métallurgie qui a eu lieu en Argentine en 1974, pendant environ huit mois, et auquel ont assisté 50 p. 100 de spécialistes d'autres pays de l'Amérique latine.

44. Le dix-neuvième rapport de l'AIEA¹, actuellement soumis à l'examen de l'Assemblée générale, a la précision et les qualités qui caractérisent habituellement la présentation annuelle de ce rapport par l'Agence. Avec la déclaration que vient de faire le Directeur général, M. Eklund, ce rapport relate de façon détaillée les activités de l'Agence et expose les domaines en plein développement dans lesquels elle offre sa coopération. Il serait donc inutile que ma délégation commente ces questions de façon détaillée, si ce n'est pour souligner l'importance des travaux de l'Agence et exprimer une fois encore notre reconnaissance pour la coopération technique efficace qu'elle apporte dans le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

45. Après avoir évoqué l'activité de l'AIEA en tant que représentant de l'Argentine, je voudrais maintenant, au nom des auteurs, présenter le projet de résolution figurant dans le document A/L.771 et qui a trait au rapport de l'Agence. Ce faisant, qu'il me soit permis de souligner que le texte soumis à l'examen de l'Assemblée générale a été l'objet d'une analyse détaillée et approfondie de la part des auteurs, afin de réaliser deux objectifs clairement définis.

46. Le premier de ces objectifs était de parvenir à un document qui refléterait tous les sentiments et les points de vues représentés en cette assemblée. Un soin tout particulier a été apporté afin de parvenir, dans la mesure du possible, à un juste équilibre qui ne porterait préjudice à aucune position et, à ce sujet, le projet de résolution ne prétend pas être entièrement satisfaisant pour tous, comme il ne l'est certainement pas pour les auteurs eux-mêmes. Mais ces derniers l'ont adopté sous sa forme actuelle, car ils estimaient que cette attitude faciliterait un large appui à la résolution.

47. Parallèlement, les auteurs ont consulté plusieurs délégations représentant différentes tendances de l'Assemblée générale, afin de connaître leurs sentiments à l'égard du projet. Ces consultations ont permis de conclure qu'avec une petite addition, qui ne modifie en rien ses éléments essentiels, le projet de résolution pouvait ainsi obtenir l'appui général souhaité par ses auteurs.

48. Cette addition dont je parle consiste à insérer les mots "pour les besoins pacifiques de ces pays" au paragraphe 4 du dispositif, qui se lirait ainsi :

"Note avec satisfaction que l'Agence internationale de l'énergie atomique continue de mettre de plus en plus l'accent, dans son programme d'assistance technique, sur l'introduction de l'énergie nucléaire et de ses techniques dans les pays en développement, pour les besoins pacifiques de ces pays, et en particulier la série de cours de formation sur la planification et l'exécution de projets relatifs à l'énergie nucléaire."

49. Le second objectif poursuivi par les auteurs était d'obtenir l'accord sur un projet de résolution qui

apporte l'appui nécessaire aux différentes activités de l'AIEA, conformément aux dispositions de l'Article II du statut qui énoncent ses objectifs fondamentaux. C'est la signification et le sens des paragraphes 3 à 6 du dispositif du projet de résolution, qui ont trait aux différents domaines de coopération développés par l'Agence.

50. Les paragraphes 3 et 4 du dispositif sont d'une importance particulière pour les pays en développement. Ils comportent tous deux des dispositions s'efforçant de tenir compte de leurs besoins croissants et qui, nous l'espérons, encourageront de nouveaux efforts en vue de permettre à nos pays de profiter de la coopération maximum de l'Agence dans la mise au point et l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment dans le domaine des réacteurs de puissance. Le Directeur général vient justement de souligner l'importance de cette question en évoquant la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

51. Le paragraphe 7 du dispositif est une conséquence logique de la portée, du sens et de l'objectif du projet de résolution. Si nous voulons que l'AIEA puisse s'acquitter efficacement de la mission que les Etats lui ont confiée, il est logique que ces derniers continuent de coopérer avec l'Agence dans les différents domaines de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

52. En recommandant ce projet de résolution à l'adoption de l'Assemblée générale, les auteurs agissent, convaincus que son mérite principal réside dans la possibilité d'obtenir de nouveau un consensus qui raffermira les travaux de l'Agence et facilitera, ainsi, la coopération internationale dans le cadre de ses activités.

53. Par conséquent, nous saurions gré au Président, si le déroulement du débat confirme cette façon de voir les choses, que le projet qui vient d'être présenté officiellement à l'Assemblée générale soit adopté par consensus.

54. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je vais donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote avant le vote.

55. Le baron VAN WOERDEN (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : C'est avec un vif plaisir que mon pays est en mesure de se joindre aux auteurs du projet de résolution sur le rapport de l'Agence, présenté de façon si remarquable par le représentant de l'Argentine. Nous comptons que le projet de résolution recevra l'appui général et apportera ainsi un encouragement aux travaux précieux de l'Agence.

56. Pour ne mentionner que quelques questions, je voudrais exprimer la gratitude de mon gouvernement à l'Agence pour les travaux qu'elle a réalisés dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la protection de l'environnement, y compris la formation de savants et de techniciens des pays en développement. Mon gouvernement est heureux que de nouvelles directives aient été mises au point quant à la protection physique des matières nucléaires, de façon à contrecarrer un danger potentiel croissant. Renforcer les garanties nucléaires est une tâche permanente de l'Agence; je suis heureux de noter, par conséquent, la création du Groupe consultatif permanent sur l'application des

garanties et la création d'un laboratoire d'analyse des garanties à Seibersdorf, en Autriche. Nous espérons que les propositions britanniques sur la normalisation des garanties nucléaires dans tous les pays du monde auront une suite utile.

57. Je dois souligner aussi l'importance considérable que nous attachons à la mise au point de garanties d'exportation communes plus strictes pour les pays exportateurs nucléaires. Pour différentes raisons, ma délégation appuie les études sur les centres régionaux de cycles de combustible; nous espérons que ces études mèneront à des cycles de combustible nucléaires internationaux plus économiques et plus sûrs. Mon gouvernement appuie les études faites par l'Agence sur la plupart des aspects des explosions nucléaires à des fins pacifiques. A cet égard, nous nous félicitons de la création d'un groupe consultatif *ad hoc* sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Ma délégation présentera demain, à la Première Commission, un projet de résolution relatif aux explosions nucléaires à des fins pacifiques.

58. Je terminerai en réaffirmant notre appui chaleureux aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique et notre reconnaissance à l'égard de la déclaration très intéressante que vient de prononcer le Directeur général de l'Agence.

59. M. MIHAJLOVIĆ (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom de la délégation yougoslave, je voudrais tout d'abord saluer la présence parmi nous du Directeur général de l'AIEA, M. Eklund, et le remercier de l'excellent rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale en ce qui concerne les travaux et les activités de l'Agence.

60. Le rapport annuel de l'Agence nous donne la possibilité de prendre connaissance d'un certain nombre d'activités de l'AIEA, ainsi que des activités prévues pour l'avenir. Les demandes croissantes des Etats membres en ce qui concerne l'application pratique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ont stimulé un certain nombre de ces activités, notamment à propos de l'introduction de l'énergie nucléaire et d'autres techniques nucléaires essentielles dans les Etats membres.

61. L'énergie nucléaire devient un facteur de développement de plus en plus important, en raison, essentiellement, de l'augmentation du prix des combustibles fossilisés et de la nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergie. Ce qui n'est pas moins important, cependant, ce sont les désirs et les vœux justifiés des pays en développement d'accélérer leur développement en utilisant les techniques modernes, y compris la technique nucléaire, chaque fois que cet usage est garanti et utile.

62. L'introduction de l'énergie nucléaire, en général, est une entreprise complexe et entraîne de nombreux problèmes. Certains de ces problèmes se révèlent même être plus difficiles dans le cas de l'introduction de l'énergie nucléaire dans les pays en développement. L'un des facteurs constants auquel doivent faire face ces pays est reflété par le fait que le transfert des techniques nucléaires aux pays en développement est encore bien en deçà des espoirs, des promesses et des engagements assumés par les puissances nucléaires en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [*résolution 2373 (XXII), annexe*].

63. La Conférence des parties chargée de l'examen du Traité, qui s'est tenue à Genève du 5 au 30 mai 1975, a été une nouvelle déception pour les pays en développement en ce qui concerne la position inégale dans laquelle se trouvent dans le Traité les Etats dotés d'armes nucléaires et les Etats non dotés d'armes nucléaires. A cette conférence, la délégation yougoslave a fait observer que les Etats dotés d'armes nucléaires ne s'étaient pas acquittés de leurs obligations fondamentales en vertu du Traité; ils n'ont pas arrêté la course aux armes nucléaires, qui prend de nouvelles dimensions; ils continuent les essais d'armes nucléaires, et la prolifération des armes nucléaires se poursuit, tant sur le plan vertical qu'horizontal, dans les territoires de certains Etats non dotés d'armes nucléaires; ils n'ont pas répondu à la demande légitime des pays en développement en acceptant un programme de mesures qui donneraient un sens au Traité, en ce qui concerne tant le désarmement que l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

64. Une forte pression a été exercée afin d'imposer le point de vue selon lequel la diffusion des techniques nucléaires et l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques constituaient, en eux-mêmes, un danger de prolifération des armes nucléaires. L'effort essentiel de certains pays avait pour but d'imposer des obligations nouvelles et supplémentaires aux Etats non dotés d'armes nucléaires, aggravant par là même le déséquilibre existant, du point de vue des droits et devoirs, entre les Etats dotés d'armes nucléaires et les Etats non dotés d'armes nucléaires.

65. En adhérant au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les Etats non dotés d'armes nucléaires ont montré leur attachement au régime de non-prolifération. Toutefois, ils croient également que le renforcement du régime de non-prolifération est incompatible avec la poursuite de la course aux armes nucléaires, et que la seule façon de renforcer ce régime consiste à interdire l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires, en mettant fin à la fabrication d'armes nucléaires, en cessant les essais d'armes nucléaires et en mettant en route le processus de désarmement nucléaire. Les menaces principales à la paix et à la sécurité mondiales doivent être recherchées dans ce qui s'est déjà passé et non pas dans le danger possible pouvant résulter de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire par des pays qui ont volontairement renoncé à la possession d'armes nucléaires.

66. Les principaux obstacles auxquels se heurtent les pays en développement pour mettre en place leurs programmes d'énergie nucléaire sont des problèmes de financement et le manque de main-d'œuvre technique et administrative ayant reçu la formation nécessaire. Un certain nombre de ces pays, cependant, sont à même d'utiliser de façon effective l'assistance technique offerte par l'Agence. Il est donc indispensable que l'Agence fasse tous ses efforts pour trouver les voies et moyens permettant d'accroître les ressources financières et pour veiller à leur utilisation optimale lors de la mise en œuvre des programmes de l'Agence visant à la réalisation de l'objectif susmentionné.

67. Les mesures prises par l'AIEA pour accroître encore le niveau des contributions volontaires au fonds général, fixé à 5,5 millions de dollars, en 1976, est tout à fait insuffisant pour faire face aux besoins

croissants des pays en développement. Cependant, étant donné les besoins accrus de ces pays, il est nécessaire de déployer de nouveaux efforts et de rechercher de nouvelles sources de capitaux pour financer de nombreux projets très louables de l'Agence. Nous estimons qu'il serait de l'intérêt des pays nucléaires industrialisés d'augmenter leurs contributions volontaires à l'Agence, notamment si l'on tient compte du besoin croissant d'énergie nucléaire chez les Etats Membres. Lors de la dernière Conférence générale de l'Agence, l'étude du marché de l'énergie nucléaire dans les pays en voie de développement réalisée par l'Agence a montré que l'énergie nucléaire est maintenant attrayante du point de vue économique pour une quarantaine de pays en voie de développement et cette énergie devrait représenter plus de la moitié des possibilités supplémentaires de ces pays au cours de la prochaine décennie, 1980 à 1990.

68. Cependant, comme les pays en voie de développement procèdent à la mise en place de leurs programmes d'énergie nucléaire à un rythme accéléré, il est possible qu'ils se heurtent à des problèmes de financement, d'assimilation de nouvelles techniques, de formation du personnel local, du maintien de la sécurité des installations, de la sauvegarde des matières fissiles et autres questions connexes liées à l'établissement d'installations du cycle complet du combustible, comme en ont déjà fait l'expérience de nombreux pays industrialisés. Il semble que le meilleur moyen de résoudre cet ensemble de problèmes interdépendants soit la coopération internationale sur une base régionale, de façon à coordonner effectivement l'évolution de tous les stades du cycle du combustible — fabrication du combustible, stockage et transport du combustible usé, retraitement du combustible usé, traitement et destruction des déchets. Une telle méthode présenterait des avantages dans tous les domaines des problèmes qui peuvent se poser. Non seulement les grandes installations régionales offriraient des avantages économiques, mais il y aurait également une meilleure utilisation de la main-d'œuvre, des opérations techniques plus efficaces, une meilleure sécurité des matières et, ce qui est très important, une gestion et une destruction plus efficaces des déchets radioactifs.

69. A ce sujet, la Yougoslavie suit avec un vif intérêt les préparatifs pour la conférence internationale sur l'énergie nucléaire et le cycle du combustible, prévue pour 1977, en ayant présent à l'esprit le développement de son propre programme national d'énergie nucléaire.

70. A la dernière Conférence générale de l'Agence, la Yougoslavie a été élue au Conseil des gouverneurs. Nous croyons que cette élection donnera la possibilité d'un nouveau développement de la coopération fructueuse existant déjà entre la Yougoslavie et l'Agence.

71. M. WYZNER (Pologne) [*interprétation de l'anglais*] : Le Gouvernement polonais a constamment attaché une grande importance aux activités de l'AIEA. Nous accueillons donc avec satisfaction son rapport annuel qui a été présenté de façon si compétente par le Directeur général, M. Eklund. Nous sommes pleinement conscients du fait que son dévouement personnel, ses connaissances et son expérience ont contribué à la manière efficace dont l'Agence a pu

s'acquitter de ses fonctions au cours des 12 derniers mois.

72. Ma délégation est particulièrement heureuse que la part active qu'a prise mon pays aux travaux de l'Agence, ainsi que notre participation étendue à ses programmes ont été à leur tour reconnues par la dernière Conférence générale qui a confié sa présidence au représentant de la Pologne, M. Jan Felicki, et qui a également élu mon pays pour un mandat de deux ans au Conseil des gouverneurs de l'Agence.

73. Alors que ces opérations ont été facilitées par le processus de détente politique en Europe et ailleurs, les responsabilités de l'Agence — et ce, pour un certain nombre de facteurs — on crût tant en ampleur qu'en complexité. En même temps, le prestige international de l'Agence s'est encore développé du fait de son rôle dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie atomique dans le monde entier, comme l'a montré la conclusion ou l'entrée en vigueur d'accords de garantie supplémentaires en vertu de l'article III du Traité de non-prolifération. L'admission de trois nouveaux membres, le Qatar, la République-Unie de Tanzanie et les Emirats arabes unis, a fait encore progresser le caractère universel de l'Agence.

74. Le rapport de l'AIEA dont nous sommes saisis attire à nouveau l'attention de la communauté internationale sur certaines des implications du rôle croissant de l'énergie atomique en ce temps où nous avons pris conscience de l'importance de l'énergie. L'expansion rapide de la technique nucléaire, résultat de la pénurie et de la hausse des prix des combustibles fossiles, donne des responsabilités accrues à l'Agence, non seulement dans le domaine de la protection physique des matières nucléaires et de la sécurité nucléaire en général, mais aussi dans le domaine de la protection de l'environnement et pour ce qui concerne l'application des garanties destinées à assurer la communauté internationale que les matières fissiles disponibles en plus grand nombre ne sont pas affectées à des programmes nucléaires autres que pacifiques. Le fait qu'au cours de la période couverte par le rapport les inspecteurs de l'AIEA ont effectué 190 inspections en vertu de l'article II du Traité de non-prolifération, contre seulement 147 il y a un an, est une indication positive de l'ampleur accrue des activités de l'Agence dans ce domaine.

75. En vérité, ma délégation considère que le rôle de l'Agence en matière de garanties, au titre de l'article III du Traité, est un des aspects les plus importants et constructifs de ses activités, comme l'a reconnu la Déclaration finale de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³, qui s'est tenue à Genève en mai dernier. Comme on sait, la Pologne et les autres pays socialistes ont assisté à la Conférence avec pour premier objectif la consolidation et le renforcement de ce que nous croyons être l'un des instruments internationaux les plus importants dans le domaine de la limitation des armes. Nous souhaitons voir la portée du Traité élargie, le strict respect de ses clauses encouragé et des progrès réalisés dans son universalité par une adhésion plus large au Traité. Nous sommes heureux que nos objectifs aient été largement atteints et que, par voie de conséquence, le Traité de non-prolifération soit sorti de cet examen considérablement renforcé, bien qu'il faille admettre

que certaines divergences d'opinions sur plusieurs points ont été exprimées par quelques pays. La ratification du Traité par un certain nombre d'Etats, y compris la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, et d'autres Etats "quasi nucléaires" membres de l'EURATOM non seulement a fait progresser la cause de l'universalité du Traité de non-prolifération, mais a également apporté la preuve de la confiance soutenue accordée à cet instrument.

76. Le rapport traite d'un grand nombre de questions importantes dont s'occupe l'Agence à la suite des recommandations de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Certaines d'entre elles sont, de l'avis de ma délégation, extrêmement pertinentes. Il s'agit, entre autres, des études sur le concept de centres régionaux ou multinationaux du combustible nucléaire, question dont l'importance est mieux comprise en raison de l'inquiétude ressentie par la communauté internationale à la suite des grandes transactions commerciales récentes impliquant la technique du cycle complet du combustible nucléaire. D'autres activités importantes de l'Agence, découlant des recommandations de la Conférence d'examen et dont fait mention le rapport, comprennent des études sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques ainsi que les programmes d'assistance technique de l'Agence pour les pays en développement parties au Traité sur la non-prolifération.

77. Au cours de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, alors que je parlais des travaux du Comité préparatoire de la Conférence d'examen, j'ai saisi cette occasion pour dire combien avait été appréciée l'excellente coopération apportée au Comité par l'Agence et par M. Eklund personnellement. Aujourd'hui, je tiens à redire notre satisfaction devant le fait que la Conférence d'examen a, pendant toute sa durée, fait l'objet d'une coopération généreuse de la part de l'Agence. Comme en fait état le rapport, l'Agence a présenté des rapports très utiles sur ce qu'elle fait en matière de garanties, sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques et sur l'assistance technique et autres activités découlant de l'application de l'article IV du Traité de non-prolifération — rapports qui ont beaucoup servi au cours des délibérations de la Conférence.

78. Ma délégation estime qu'il faut féliciter l'Agence pour la célérité et la détermination avec lesquelles elle a déjà commencé à mettre en œuvre les recommandations pertinentes de la Conférence d'examen, y compris celles sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Après tout, ces tâches entraînaient un volume de travail supplémentaire venant s'ajouter aux autres priorités, y compris la protection de l'environnement et les programmes d'assistance technique.

79. La Pologne attache une importance toute particulière à cette dernière question, notamment aux programmes d'assistance technique dans le domaine des applications des sciences et techniques nucléaires en agriculture et en médecine. Mû par le désir de contribuer plus encore à ces programmes, le Gouvernement polonais a de nouveau décidé d'accroître de plus de 60 p. 100 sa contribution bénévole au Programme d'assistance technique pour 1976 — contribution qui,

d'ailleurs, avait déjà été sensiblement augmentée l'année dernière.

80. En outre, comme cela ressort de l'annexe B du rapport de l'AIEA¹, la Pologne a une fois encore offert 10 bourses, tous frais compris, à des techniciens nucléaires venant de pays en développement.

81. Comme ma délégation a eu l'occasion de le faire remarquer au cours de l'examen du rapport de l'Agence à la vingt-neuvième session, peu d'autres domaines de l'activité humaine sont potentiellement plus dangereux pour la survie de l'humanité et exigent par là même des mesures correctives plus urgentes que ne le fait l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous ne pouvons oublier, bien entendu, que les dangers auxquels est exposé l'environnement naturel de l'homme en raison des radiations ionisantes produites par des installations nucléaires orientées vers les applications pacifiques de l'atome peuvent fort bien être considérablement accrus par la poursuite d'essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, même par une seule puissance dotée d'armes nucléaires. Les efforts déployés par l'Agence dans le domaine de la protection de l'environnement seraient grandement facilités si l'Assemblée générale agissait de manière positive au sujet de la proposition de l'Union soviétique visant la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires [voir A/10447].

82. Enfin, je voudrais faire part de la satisfaction de ma délégation devant la conclusion récente d'un accord entre l'Agence et le Conseil d'aide économique mutuel [CAEM] sur une coopération étroite dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire — coopération qui, nous en sommes certains, sera mutuellement avantageuse.

83. Pour conclure, je voudrais souligner le fait que mon gouvernement appuie pleinement le programme d'opérations de l'Agence pour l'année 1976, qui a été présenté à la Conférence générale de l'Agence et approuvé par elle en septembre dernier. Nous considérons que l'année 1976 et les quelques prochaines années verront une expansion plus marquée du rôle politique et technique de l'Agence dans le domaine des garanties, à la suite de l'accélération du rythme d'application de l'énergie nucléaire, d'une part, et de la coopération accrue entre Etats suscitée par le processus de la détente politique, de l'autre. A cet égard, la compétence de l'Agence et les qualités de chef du Directeur général sont, naturellement, des facteurs prépondérants.

84. Pour toutes ces raisons, ma délégation sera heureuse d'appuyer le projet de résolution A/L.771.

85. M. BENNETT (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom de mon gouvernement, je voudrais féliciter le Directeur général et le personnel de l'AIEA quant au rapport annuel de l'Agence couvrant la période allant de juillet 1974 à juin 1975¹. Nous estimons que ce rapport reflète la qualité supérieure qui a caractérisé les travaux de l'Agence tout au long des années. A une période de l'histoire marquée par une inquiétude mondiale au sujet de problèmes cruciaux tels que la prolifération des armes nucléaires, la crise de l'énergie, la pénurie alimentaire et la nécessité de transférer les techniques modernes aux pays en développement, il est agréable de lire un rapport montrant que le système des Na-

tions Unies compte une institution qui s'occupe de ces problèmes avec énergie et imagination. Le rapport fournit de solides preuves que l'Agence s'acquitte de son mandat de façon efficace et productive.

86. La dix-neuvième Conférence générale de l'Agence tenue récemment, qui a approuvé ce rapport, a démontré l'appui mondial qu'a gagné l'Agence pour ses activités. Nous avons été particulièrement impressionnés par l'appui exprimé à la Conférence pour la notion de centres régionaux de combustible nucléaire ainsi que pour des arrangements internationaux visant à promouvoir la protection physique des matières et des installations nucléaires. Nous nous félicitons également des observations relatives aux centres régionaux de combustible nucléaire faites par le Directeur général dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée.

87. Mon gouvernement appuie les travaux de l'Agence dans ces domaines et demande à tous les membres d'encourager et d'aider l'Agence dans ces entreprises. C'est uniquement grâce à un appui énergique et continu de la communauté mondiale que l'Agence pourra poursuivre ses très importantes fonctions. Mon gouvernement est prêt à appuyer le projet de résolution présenté par l'Argentine, les Pays-Bas et la Yougoslavie [A/L.771].

88. M. GARCÍA ROBLES (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation mexicaine a étudié attentivement le rapport de l'AIEA qui contient un résumé détaillé des travaux réalisés depuis un an par l'Agence. De même, nous avons écouté avec attention la présentation du rapport que vient de faire le Directeur général de l'Agence, M. Eklund, et ma délégation se félicite de l'occasion que lui fournit ce débat annuel de faire état, une fois de plus, de sa reconnaissance pour les efforts de l'Agence dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire, notamment dans les pays en voie de développement, et pour le dévouement qu'apporte M. Eklund à la diriger.

89. Antérieurement, nous avons insisté sur le besoin qu'il y avait de faire en sorte que l'Agence redouble ses efforts d'assistance technique envers les pays en développement. Nous sommes convaincus, qu'aujourd'hui plus que jamais, il est indispensable que ces pays puissent profiter au maximum de l'aide et des services de l'Agence. Le Mexique a reçu cette assistance dans le cadre de son programme nucléo-électrique, et notamment du projet des deux réacteurs de Laguna Verde, dans l'Etat de Veracruz, dont l'entrée en fonction est prévue pour la fin de la décennie actuelle. En outre, on mène à bien des études sur l'établissement d'autres unités en différents endroits du pays.

90. Le programme du Mexique, dans le domaine de la production d'électricité d'origine nucléaire, laisse espérer pour 1990 une contribution de plus de 30 p. 100 du total de l'énergie électrique produite. Pour le plein développement de ce programme, il faudra exploiter à une plus grande échelle les ressources en uranium. De là, l'importance que le Mexique donne tout particulièrement à l'exploration géologique et géophysique de ces ressources sur son territoire.

91. Ces programmes font partie de la politique à long terme menée à bien par le Gouvernement mexicain,

afin de tirer parti le plus possible des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. A cet égard, il convient de relever que tout le programme nucléaire mexicain a été soumis au système des garanties de l'Agence et que, cette année, est entrée en vigueur une réforme de l'article 27 de la Constitution politique du Mexique, en vertu de laquelle on établit qu'« il incombe à la nation de tirer parti des combustibles nucléaires pour la production d'énergie nucléaire et pour réglementer ses applications à d'autres fins » et que « l'utilisation de l'énergie nucléaire ne pourra avoir que des applications pacifiques ».

92. Le Mexique a suivi de près et appuie de façon résolue les activités de l'Agence ayant pour objet la création de garanties destinées à veiller à ce que les matières fissiles, spéciales et autres, ainsi que les services, installations et équipement qu'elle administre, soient utilisés exclusivement à des applications pacifiques. Nous appuyons également l'établissement de normes de sécurité pour protéger la santé et réduire au minimum le danger pour la vie et les biens qui pourrait découler de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

93. Cependant, nous devons à nouveau insister sur le fait que l'intensification des travaux de l'Agence en matière de garanties doit aller de pair avec une intensification encore plus grande de l'assistance technique que l'Agence apporte aux pays en développement.

94. S'agissant de la question des explosions nucléaires à des fins pacifiques, dont traite longuement le rapport de l'Agence, et notamment l'annexe A dudit rapport, la délégation mexicaine voudrait rappeler que sa position relative à l'Accord international spécial — accord que le représentant des Etats-Unis, M. Goldberg, a appelé l'Accord international spécial fondamental lors des discussions de la Première Commission de 1968 — mentionné à l'article V du Traité de non-prolifération des armes nucléaires — reste la même que celle que nous avons exprimée le 25 novembre 1968⁴ et que nous avons soulignée au mois de mai dernier à la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

95. C'est à la lumière de ce que je viens de dire qu'il faudra interpréter l'appui que ma délégation accorde avec grand plaisir au projet de résolution A/L.771, présenté par l'Argentine, les Pays-Bas et la Yougoslavie.

96. M. JAIPAL (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Puis-je, en mon nom propre et au nom de ma délégation, adresser au Directeur général de l'AIEA la satisfaction de mon gouvernement pour les travaux que l'Agence a accomplis sous son éminente direction. Nous ne savons tous que trop bien les grands espoirs que l'Assemblée générale fondait en cette agence lorsqu'elle l'a créée en 1957. Nous avons également toutes les possibilités non encore utilisées qu'offre le statut de l'Agence en vue d'une exploitation de l'atome à des fins pacifiques, notamment au bénéfice des pays en développement. Il est par conséquent nécessaire pour l'Assemblée générale, lorsqu'elle examine le rapport de l'Agence, de garder présent à l'esprit les objectifs initiaux de l'Agence tels que mentionnés à l'article II de son statut.

97. Depuis la création de l'Agence, le nombre des Membres de l'ONU a plus que doublé et, à l'heure

actuelle, les pays en développement constituent la majorité des Membres. Nous espérons que l'Agence ne perdra jamais de vue ce fait. Nous ne disons pas cela parce que l'Agence a négligé les besoins des pays en développement, mais plutôt parce que nous connaissons les contraintes financières, politiques et autres auxquelles se heurte l'Agence. Par conséquent, c'est une raison de plus pour que les besoins des pays en développement fassent l'objet d'une attention prioritaire. Nous tenons à assurer le Directeur général que l'Assemblée générale appuiera toujours pleinement l'Agence, quels que soient les efforts qu'elle déploiera afin d'accroître et d'étendre l'assistance aux pays en développement.

98. La pénurie financière et le manque de personnel qualifié constituent, selon le rapport, les problèmes que connaissent les pays en développement. Mais, bien entendu, les problèmes ne se limitent pas là. Comme le Directeur général l'a souligné lui-même dans sa déclaration fort importante et très intéressante de cet après-midi, il y a aussi le problème de la pénurie d'uranium. Les programmes de l'Agence afin de surmonter ce problème et d'autres problèmes auxquels se heurtent les pays en développement devraient être intensifiés et élargis. Nous savons que l'on prévoit des séminaires régionaux et des cours de formation, de même que des solutions régionales qui permettront de répondre aux besoins du cycle du combustible. Cependant, nous aimerions que l'on accorde une plus grande attention également aux projets prévoyant une meilleure utilisation des engrais et le développement des ressources en eau à des fins d'irrigation.

99. Nous savons que l'Agence envisage un projet relatif à un code de sécurité pour les centrales nucléaires. Puis-je mentionner à cet égard que l'application pratique des connaissances et de l'expérience dans ce domaine pour les pays en développement intéresse directement l'Agence. C'est pourquoi nous espérons que l'Agence tiendra compte des insuffisances inhérentes aux pays en développement lorsqu'elle élaborera des codes de sécurité à leur intention. Les groupes de travail chargés de cette tâche devraient toujours comprendre la participation des pays en développement afin que l'application de méthodes complexes soit adaptée aux besoins particuliers des pays en développement.

100. En introduisant la technique nucléaire dans les pays en développement, il est important de veiller à ce que le transfert des techniques n'entraîne pas également un transfert d'hégémonie, quelle qu'elle soit. C'est là le danger contre lequel doivent lutter les pays en développement. Etant donné que la technologie nucléaire, à l'heure actuelle, constitue virtuellement le monopole de quelques pays développés, il est tout à fait normal que les pays en développement se tournent vers l'Agence pour obtenir les garanties nécessaires contre les influences monopolistes et les pressions, non seulement dans le domaine du commerce des matières nucléaires, mais également en ce qui concerne les tentatives visant à imposer un contrôle international dont la portée risque parfois de violer la souveraineté nationale.

101. Nous voyons, d'après le rapport, que l'objectif fixé pour 1976, en ce qui concerne les contributions volontaires d'assistance technique s'élève à 5,5 millions de dollars. Nous estimons que l'assistance tech-

nique au profit des pays en développement est l'une des fonctions les plus importantes de l'Agence, et nous appuyons pleinement les programmes de l'Agence à cet égard. Mais il semble quelque peu étrange que l'assistance technique soit financée par des contributions bénévoles plutôt que par le budget ordinaire. Il y a, bien entendu, une raison de cela, à savoir qu'aux premiers jours de l'élaboration du statut de l'Agence, l'on s'attendait à ce que la majeure partie de l'assistance technique soit effectuée sur une base intergouvernementale et non par l'intermédiaire de l'Agence. Mais le moment est proche où l'Agence sera appelée à fournir une assistance directe en tous genres, et l'on se demandera de plus en plus pourquoi les dépenses totales de l'Agence ne devraient pas être imputées sur le budget ordinaire. Des pressions dans ce sens s'avèreront inévitables, à moins que toutes les demandes d'assistance technique émanant des pays en développement ne soient satisfaites, d'une façon adéquate et régulière, grâce à un programme accru de contributions bénévoles en espèces ou en nature par l'intermédiaire de l'Agence.

102. La responsabilité internationale à cet égard doit être reconnue, car, comme il est dit dans le rapport, pendant les 20 prochaines années ou plus, l'énergie nucléaire sera le seul moyen pratique de réduire la dépendance mondiale à l'égard des combustibles fossiles. Nous ne pouvons accepter une situation de monopole en matière de technique nucléaire. Nous aimerions que l'Agence fournisse une assistance à cet égard, afin d'assurer que l'acquisition de ces techniques par les pays en développement se fasse sur une base non discriminatoire et dans le respect de l'égalité souveraine des nations.

103. Nous notons que le rapport traite longuement de la question des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Les diverses études entreprises par l'Agence dans ce domaine indiquent clairement la faisabilité de cette technique. D'autres expériences devraient fournir des possibilités pour l'application de cette technique dans l'industrie, dans la construction, ainsi que dans la recherche scientifique. Il convient donc que le développement de cette technique ne soit pas entravé par des difficultés artificielles semblables aux obstacles imaginaires que l'on avait dressés, à une époque, devant le concept des réacteurs nucléaires et, plus récemment, devant l'emplacement des réacteurs.

104. A l'heure actuelle, on insiste davantage sur les questions de réglementation plutôt que sur les problèmes de promotion et de développement relatifs aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, et ce déséquilibre doit être rectifié.

105. J'en viens maintenant à la question des garanties de l'Agence. Nous estimons que les activités de garanties, de par leur ampleur, concernent avant tout les intérêts nationaux. Il existe cependant deux ou trois questions d'intérêt général. Premièrement, le Service des garanties de l'Agence semble s'accroître rapidement tant en ce qui concerne les dépenses que le personnel. Nous nous demandons si une telle croissance est vraiment proportionnelle aux résultats obtenus. Il est certainement plus pratique et plus économique de s'appuyer de plus en plus sur des systèmes de garanties nationales ou régionales accrus plutôt que sur une agence centrale de garanties. Deuxième-

ment, nous estimons que l'Agence devrait continuer d'adhérer scrupuleusement aux principes stipulés dans son propre statut et ne devrait pas céder aux pressions extérieures. Toute tentative de l'Agence d'imposer aux Etats membres des sauvegardes qui ne soient pas d'une application universelle serait, en fait, discriminatoire et porterait à long terme préjudice à l'Agence. L'intégrité du système de garanties de l'Agence ne devrait pas être amoindrie par des considérations d'ordre politique.

106. Enfin, ma délégation a étudié le projet de résolution présenté par l'Argentine, les Pays-Bas et la Yougoslavie [A/L.771]; nous sommes heureux de l'appuyer.

107. M. FAKTOR (Tchécoslovaquie) [*interprétation du russe*] : Il ressort du rapport examiné actuellement, que l'influence positive de l'Agence sur la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ne fait que se renforcer. A l'heure actuelle, l'Agence, en général, participe avec succès à la diffusion de l'expérience acquise en matière d'utilisations pratiques de la technologie nucléaire et de l'énergie nucléaire dans le monde dans le cadre du développement global de la coopération pacifique utile entre les Etats ayant des systèmes sociaux différents, sur la base de la détente internationale.

108. La Conférence des parties chargée de l'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu au mois de mai de cette année à Genève, a renforcé le rôle et l'importance de l'Agence. Les travaux de la Conférence définiront dans une grande mesure le développement du secteur important des activités de l'Agence et, avant tout, l'accroissement ultérieur de l'efficacité du système actuel des garanties de contrôle de l'Agence grâce à l'élargissement de la coopération internationale lors de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, y compris les explosions nucléaires à des fins pacifiques, et de l'assistance accordée aux pays en voie de développement pour l'application des projets nucléaires à des fins pacifiques. Ce fait a été noté par le Directeur général de l'AIEA, M. Eklund, au cours de la dix-neuvième Conférence générale de l'Agence.

109. Nous partageons l'avis selon lequel il convient de développer les activités de l'Agence liées à la mise en œuvre pratique du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et en rapport avec la Déclaration finale adoptée au cours de la Conférence d'examen de Genève du mois de mai³.

110. Nous avons assisté au renforcement des activités de l'Agence, notamment dans le domaine d'une plus grande efficacité des mesures de contrôle afin que les droits souverains des Etats soient respectés et que les mesures de contrôle n'empêchent pas le développement économique, scientifique et technique des Etats parties au Traité sur la coopération internationale en matière d'utilisations à des fins pacifiques de l'énergie atomique.

111. Nous estimons opportun que l'Agence élabore à l'avenir et utilise les méthodes techniques les plus progressistes et des méthodes de contrôle afin de perfectionner la structure sur le plan de l'organisation et les activités opérationnelles lors des opérations de contrôle et d'inspection. L'automatisation lors du

traitement de l'analyse des données sur les garanties, l'utilisation des ordinateurs et la création de systèmes nationaux d'enregistrement des matières nucléaires contribueraient grandement à ces perfectionnements.

112. L'Agence devrait encourager, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, la conclusion d'accords de garanties afin de renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires. Nous estimons qu'il convient également que les Etats exportant de l'équipement et des matières nucléaires et qui accordent une aide en matière d'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques aux Etats non parties au Traité de non-prolifération, insistent pour que ces Etats s'engagent à ne pas utiliser les matières et les techniques ainsi obtenues pour produire des engins explosifs nucléaires. C'est pourquoi l'Agence devrait développer son activité en vue d'augmenter l'efficacité, le contrôle et les garanties dans les pays non dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas encore parties au Traité de non-prolifération.

113. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, cette activité doit avoir pour but le rapprochement maximum des exigences résultant de "l'ancien système" de garanties de l'Agence d'un accord type sur les garanties conformément au Traité de non-prolifération, c'est-à-dire visant essentiellement à élargir les mesures de contrôle de l'Agence à toutes les activités pacifiques dans le domaine de l'énergie atomique dans les Etats qui ne sont pas parties au Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

114. Ma délégation partage aussi l'opinion selon laquelle les Etats non dotés d'armes nucléaires et participant au Traité devraient jouir d'un avantage lors de l'octroi de l'assistance technique de l'Agence par rapport à ceux qui ne sont pas encore parties au Traité.

115. Nous donnons également notre appui à l'Agence en ce qui concerne l'élaboration et la création de centres régionaux intergouvernementaux de cycles du combustible nucléaire. La création de ces centres apporterait aux pays en développement des avantages économiques et techniques et contribuerait également au renforcement ultérieur du rôle de contrôle de l'Agence en matière de limitation de la prolifération des armes nucléaires.

116. En ce qui concerne les explosions nucléaires à des fins pacifiques, la délégation tchécoslovaque se félicite des décisions de la Conférence d'examen de Genève sur le Traité de non-prolifération, soulignant le rôle de l'Agence comme étant le seul organe international par l'intermédiaire duquel peuvent être octroyés les services lors d'explosions nucléaires à des fins pacifiques. L'Agence devrait maintenant passer à l'élaboration de procédures conduisant à un accord ou à des accords internationaux, comme le prévoit l'article V du Traité de non-prolifération; un groupe d'experts pourrait être chargé de cette tâche.

117. La Tchécoslovaquie appuie le projet de programme de l'Agence pour l'année 1976 dans la mesure où, en principe, il répond à nos intérêts dans le domaine de l'énergie nucléaire, du développement de la technique et de la science nucléaires, de la sécurité nucléaire, de la protection de l'environnement, du système international de documentation nucléaire, de l'assistance technique, de l'utilisation des radio-nucléides et des rayonnements ionisants, de l'élaboration et du per-

fectionnement des normes de protection civique et des matières nucléaires, de même que pour la réalisation pratique des principes qui figurent dans le Traité, notamment en ce qui concerne le système de garanties et de contrôle.

118. Au cours de la dix-neuvième Conférence générale de l'Agence, tenue à Vienne, le Gouvernement tchécoslovaque a proposé l'organisation de deux manifestations spéciales de l'Agence en 1976, ainsi que celle d'un symposium de l'Agence en 1977 en Tchécoslovaquie. En même temps que ces propositions que nous avons faites à une autre occasion, nous avons accueilli favorablement l'organisation d'un second symposium international de l'Agence dans le domaine des informations nucléaires. En outre, dans le cadre des bourses pour 1976, nous proposerons cinq bourses supplémentaires à long terme permettant de suivre des cours dans des institutions supérieures de Tchécoslovaquie, quatre bourses d'un an à des fins d'information à l'Institut des sciences de Tchécoslovaquie ou d'autres instituts de recherche dans le domaine du programme nucléaire tchécoslovaque, et trois bourses annuelles supplémentaires financées par le PNUD.

119. Le gouvernement tchécoslovaque contribuera au fonds d'assistance technique aux pays en développement et versera à l'Agence une somme de 250 000 couronnes tchécoslovaques. Je voudrais souligner que la Tchécoslovaquie porte une grande attention aux besoins et à l'intérêt des pays en développement. Depuis la date de la ratification du Traité de non-prolifération, la Tchécoslovaquie a accru de 65 p. 100 sa contribution volontaire au fonds d'assistance technique de l'AIEA.

120. L'Agence a obtenu d'excellents résultats. Ma délégation appuie le projet de résolution sur le rapport de l'AIEA [A/L.771], en faveur duquel elle votera.

121. M. NISHIBORI (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Je souhaite une bienvenue chaleureuse au Directeur général de l'AIEA, M. Eklund, et je le félicite très sincèrement pour son importante déclaration sur les activités de l'Agence.

122. Il n'est pas nécessaire de rappeler que l'encouragement de l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est un élément important pour le bien-être et la prospérité de la race humaine; mais je voudrais dire que, dans ce domaine, nous sommes confrontés par trois problèmes de proportions gigantesques.

123. Le premier est de trouver la façon d'encourager la coopération internationale afin que tous les peuples du monde puissent jouir de même manière des avantages des progrès réalisés dans l'évolution des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. C'est le problème posé par l'accélération de l'échange des courants de techniques nucléaires, des informations, des matériels et des équipements et de l'élargissement urgent de l'assistance technique aux pays en développement.

124. Le deuxième problème est celui de la garantie et de la protection de l'environnement, en conformité avec l'application sans cesse élargie de l'emploi de l'énergie nucléaire.

125. Le troisième problème qui se pose est celui de l'affermissement et de la rationalisation du système de garanties, de peur que l'emploi étendu de l'énergie

nucléaire à des fins pacifiques ne conduise à la prolifération nucléaire d'une part; et de l'établissement et de l'application de règles appropriées relatives au transport international des matières nucléaires, d'autre part.

126. Voilà, bien sûr, certaines des tâches confiées à l'AIEA, et c'est avec plaisir, après avoir examiné le rapport de M. Eklund, que je suis à même de confirmer que certains résultats constructifs sont apparus de l'examen sérieux des problèmes par l'AIEA.

127. Premièrement, lors de sa dernière Conférence générale, l'Agence a adopté l'objectif s'élevant à 5,5 millions de dollars consentis volontairement au Fonds général pour l'année fiscale 1976. J'ai une haute estime pour l'attitude positive prise de la sorte par l'AIEA à propos de la fourniture d'assistance pour le développement de l'énergie nucléaire. Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour exprimer l'espoir que cet objectif sera bientôt atteint avec succès et qu'un programme d'assistance technique efficace sera fourni et élargi.

128. Deuxièmement, il ne faut pas oublier que le Groupe consultatif, permanent sur l'application des garanties devra, dans un avenir rapproché, répondre à une application raisonnable et efficace de ces garanties. Mon pays place de grands espoirs dans ce que fera le Groupe consultatif à l'avenir, et il entend coopérer activement, sur la base de l'expérience et des connaissances qu'il a accumulées puisqu'il a été le premier à accepter volontairement les garanties de l'AIEA.

129. Troisièmement, nous sommes heureux de constater que le Groupe consultatif *ad hoc* sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques a abordé l'étude des problèmes posés par les explosions nucléaires pacifiques, y compris leur faisabilité technique et économique, leurs aspects ayant trait à la sécurité et ceux d'ordre juridique. Je suis certain que les activités du Groupe consultatif marqueront un grand pas en avant vers la plus grande précision d'une variété de problèmes relatifs aux aspects que j'ai mentionnés; j'espère que l'étude sera réalisée rapidement et qu'elle donnera les directives nécessaires aux Etats non dotés d'armes nucléaires qui veulent disposer des services prévus par l'article V du Traité de non-prolifération, lorsque des explosions nucléaires pacifiques seront utilisées à des fins pratiques.

130. Enfin se pose la question de la protection physique des matières nucléaires, question qui a récemment attiré une attention toute particulière. Bien que j'estime que c'est là une question qui devrait être réglée avant tout par les pays respectifs, il serait cependant souhaitable que le secrétariat de l'AIEA continue d'étudier les problèmes tels que ceux relatifs aux aspects et aux techniques de protection, et qu'il aide les pays respectifs, selon leurs besoins, à appliquer la protection physique de façon efficace, d'une manière tenant compte de leurs caractéristiques propres.

131. Pour la race humaine, l'énergie nucléaire est une étincelle d'espoir si elle est utilisée à des fins pacifiques. Si elle l'est à des fins destructrices, par contre, elle deviendra une malédiction qui anéantira la race humaine. Par conséquent, la condition première doit être d'encourager les utilisations pacifiques de l'énergie

nucléaire de façon à éliminer complètement son emploi à des fins destructrices. J'espère donc sincèrement que l'AIEA intensifiera encore son activité en tant que dépositaire de cette étincelle d'espoir pour la race humaine.

132. M. BARTON (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : C'est un grand plaisir pour moi que de parler ici aujourd'hui au nom du Canada, car il y a 20 ans, j'ai eu le privilège de participer à l'élaboration du statut de l'AIEA et, quelques années plus tard, d'appartenir au premier Conseil des gouverneurs.

133. Je voudrais, en avant-propos, souhaiter la bienvenue aux trois nouveaux membres de l'AIEA, la République-Unie de Tanzanie, les Emirats arabes unis et le Qatar, non seulement parce que leur présence ajoute à la concrétisation du principe de l'universalité, mais aussi en raison de la contribution que ces trois pays sont susceptibles d'apporter aux travaux de l'Agence. Je voudrais également dire notre satisfaction à propos de la déclaration intéressante et importante faite par le Directeur général de l'Agence au début de cet après-midi.

134. Depuis sa création, l'Agence a permis — je cite ses propres mots — "d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et la prospérité dans le monde entier", notamment par la promotion de programmes d'énergie nucléaire, y compris les programmes d'aide, de formation et d'échange de renseignements, et par l'élaboration de programmes constructifs et dynamiques de sécurité et de protection de l'environnement. Elle s'est en outre efforcée d'accroître la sécurité internationale par de meilleures garanties et par l'élaboration de normes adéquates pour la sécurité physique des matières nucléaires.

135. L'accroissement de la demande et de l'intérêt dont l'énergie nucléaire fait l'objet en tant que source d'énergie de substitution, est dû en grande partie au récent et rapide renchérissement de l'essence et du pétrole, qui a ajouté une nouvelle dimension aux programmes de développement de l'énergie nucléaire de l'Agence, et a mis l'accent sur l'urgence de ses travaux en ce qui concerne les garanties. Le Canada reconnaît la nécessité de faire davantage appel à l'énergie nucléaire, notamment dans les pays en développement, mais, parallèlement, il est profondément convaincu de la nécessité de contrôler cette expansion, conformément aux obligations de l'Agence, dont l'article II du statut déclare qu'elle "s'assure, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires."

136. Je suis heureux de constater, encore une fois cette année, qu'une aussi forte proportion du budget ordinaire de l'Agence est consacrée à des programmes intéressant directement les Etats membres en développement et de noter en particulier que ces pays, membres de l'Agence, attachent une plus grande importance à l'insertion de l'énergie nucléaire dans leurs programmes énergétiques. Il est de plus en plus évident que, dans nombre de pays, l'énergie nucléaire constitue une importante solution de rechange aux hydrocarbures que les pénuries, le coût élevé et les problèmes d'approvisionnement rendent moins intéressants. Un programme nucléaire sain, qui serait soigneusement planifié, doté d'un personnel compé-

tent et mis en œuvre efficacement pourrait maintenant mettre la sécurité énergétique à long terme à la portée de nombreux pays et, grâce aux progrès réalisés dans la mise en valeur des ressources et la technologie des réacteurs, leur assurer une plus grande indépendance sur le plan de l'énergie.

137. Grâce à ses divers programmes, l'Agence a un rôle vital à jouer dans le développement de l'énergie nucléaire. L'une de ses plus importantes activités réalisée cette année est l'étude entreprise sur l'opportunité de créer des centres régionaux de régénération du combustible et sur leur fiabilité technique et économique, travail que le Canada appuie pleinement. Il est urgent d'étudier de telles possibilités afin de tirer le meilleur parti des ressources rares. Les efforts conjugués des groupes de pays qui collaborent à cette fin pourraient conduire à une utilisation beaucoup plus grande de l'énergie nucléaire dans le cadre du développement. Le Canada partage les vues exprimées par d'autres pays concernant le rôle que les centres régionaux de régénération du combustible nucléaire pourraient jouer pour atténuer le danger de la prolifération des dispositifs explosifs nucléaires en limitant le nombre d'installations produisant des matières fissiles.

138. Il est également clair que l'Agence est aussi l'organisme vers lequel tous les pays qui mettent des programmes nucléaires en œuvre doivent se tourner pour établir des normes communes de sécurité et de protection écologique. Le Canada appuie pleinement le travail que poursuit l'Agence concernant l'élaboration de codes et de guides de sécurité. Nous participons activement au travail de l'Agence sur la gestion des déchets radio-actifs, faisant valoir notre politique nationale qui consiste à stocker les déchets en des emplacements terrestres, sous une forme recouvrable plutôt que de tenter d'en "disposer" — et je mets ce mot entre guillemets — tout en reconnaissant que cette solution peut ne pas être possible pour tous les pays.

139. L'un des problèmes fondamentaux et les plus controversés devant lesquels l'Agence se trouve placée est celui des conséquences écologiques de l'énergie nucléaire. Conformément au niveau élevé d'objectivité scientifique et de responsabilité envers la communauté internationale que nous avons toujours pu en attendre, l'Agence devrait continuer de faire de son mieux pour s'assurer que se poursuive, sur le plan scientifique le plus élevé possible, un examen comparé des conséquences écologiques de diverses sources d'énergie possibles.

140. Nous saluons très chaleureusement la coopération de l'Agence et de l'OMS à une étude en vue d'établir une évaluation quantitative des effets de toutes les options énergétiques. Nous convenons avec le Directeur général qu'il sera utile d'examiner les répercussions écologiques de l'énergie nucléaire par rapport aux autres options énergétiques et nous nous réjouissons de voir qu'il est prêt à saisir l'occasion de laisser l'Agence jouer un rôle des plus utiles à cette fin dans sa collaboration avec le PNUE.

141. Je voudrais également profiter de cette occasion pour féliciter l'Agence du travail extrêmement utile qu'elle a entrepris sur l'application des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Le Canada a pleinement appuyé la conclusion de la Déclaration finale de la Conférence des parties chargée de l'exa-

men du Traité de non-prolifération des armes nucléaires³ selon laquelle l'Agence est l'organisme international approprié par l'entremise duquel les Etats membres non dotés d'armes nucléaires devront bénéficier des avantages qui pourront découler des applications pacifiques des explosions nucléaires; on y priait en outre l'Agence d'accélérer ses travaux visant à cerner et à examiner les problèmes juridiques importants que comportent la structure et le contenu de l'accord international approprié ou des accords internationaux appropriés envisagés à l'article V du Traité de non-prolifération, et d'en commencer l'élaboration. Nous partageons l'opinion de la Conférence d'examen selon laquelle l'Agence devrait élargir son étude de cette question et étendre sa compétence à tous les aspects et conséquences des applications pratiques des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Et nous accueillons favorablement la création, par l'Agence, d'un Groupe consultatif sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques — au sein de l'Agence elle-même — dont nous suivrons attentivement les travaux.

142. Bien que la politique canadienne en matière d'aide au développement international demeure fondée, comme par le passé, sur une nette préférence pour le financement central des activités des Nations Unies, nous nous sommes de nouveau engagés à verser en totalité notre quote-part au Programme d'assistance technique de l'Agence pour 1976. Une telle augmentation par rapport à l'année dernière — au cours de laquelle, je suis heureux de le souligner, le Canada a pu apporter une contribution supérieure à sa quote-part — est justifiée, selon nous, par l'appui croissant que les pays en développement exigent de l'Agence et par l'érosion que l'inflation a malheureusement infligé depuis un an aux ressources disponibles.

143. En mai dernier, dans une déclaration qu'il a faite à la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération, le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada a dit :

"Le Canada continuera à jouer pleinement son rôle en contribuant au fonds général d'assistance technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique et au Programme des Nations Unies pour le développement, qui finance également des projets mis en œuvre par l'Agence."

Il a, cependant, ajouté :

"Par des voies bilatérales ou multilatérales appropriées, telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Canada se propose, compte tenu de ses critères et de ses priorités d'aide en général, de fournir un montant accru d'assistance technique dans le domaine nucléaire aux pays en développement qui sont parties au Traité de non-prolifération."

144. Il faut reconnaître que l'intérêt accru que suscite l'énergie nucléaire fait peser sur les ressources de pays comme le Canada une demande sans précédent. Dans nos efforts pour répartir ces ressources le plus efficacement possible, nous n'avons pas oublié notre profond souci de veiller à ce que l'énergie nucléaire ne serve qu'à des fins pacifiques; ainsi, comme le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures l'a souligné, tout en maintenant ses contributions volontaires

à l'Agence au profit de tous les Etats en développement membres de l'Agence, le Canada a l'intention de prêter une attention toute spéciale aux pays qui ont ratifié le Traité et souscrit donc pleinement à ce qui constitue, à l'heure actuelle, le meilleur moyen, aussi imparfait soit-il, de prévenir la prolifération des engins explosifs nucléaires.

145. Avant de terminer, je voudrais parler brièvement des activités de l'Agence en matière de garanties. Le Canada considère que les fonctions extrêmement importantes de l'Agence à cet égard sont inséparables de ses autres programmes. En fait, des garanties efficaces sont la base indispensable pour une coopération internationale dans le transfert des matériaux, de l'équipement et des techniques nucléaires. Le Canada partage pleinement l'opinion de M. Eklund, directeur général de l'Agence, lorsqu'il dit :

“Je ne pense pas que nous aurons un système de garanties internationales pleinement satisfaisant tant que les fournisseurs d'équipement et de matériels nucléaires ne mettront pas comme condition à leurs livraisons que l'ensemble du cycle du combustible nucléaire dans les pays bénéficiaires soit placée sous le contrôle de l'Agence.” [voir par. 22 ci dessus.]

Le Canada est prêt à collaborer activement aux efforts visant à réaliser cet objectif de la normalisation des conditions d'exportation, objectifs sur lesquels la Déclaration finale de la Conférence chargée de l'examen a déjà appelé l'attention.

146. La coopération internationale dans le domaine nucléaire est indispensable, mais elle exige un système international impartial de garanties. Il est essentiel d'avoir des garanties efficaces qui mettent l'atome à l'abri à la fois de l'homme et des accidents, s'il doit devenir une source d'énergie acceptée et un domaine acceptable et souhaitable de coopération internationale. Le Canada estime que c'est de l'Agence que la communauté internationale doit attendre ces garanties.

147. Ma délégation est d'accord sur le projet de résolution dont nous sommes saisis et appuiera son adoption.

148. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais, au nom de la délégation de la République démocratique allemande, remercier M. Eklund, directeur général de l'AIEA, du rapport et des explications supplémentaires qu'il nous a fournis.

149. Le rapport de l'Agence reflète l'élargissement continu de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, sur la base du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ma délégation estime que la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève en mai de cette année, et la dix-neuvième session de la Conférence générale de l'Agence sont des éléments importants pour l'élargissement de la coopération internationale pacifique dans le domaine de l'énergie nucléaire.

150. A la dix-neuvième session de l'Agence, on a estimé clairement que le développement et le renforcement accrus de la détente internationale avaient des conséquences positives pour l'élargissement de la coopération fondée sur l'égalité entre Etats dotés de

systèmes et aux différents dans un domaine aussi important que celui des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

151. Avec l'adoption des 10 principes sur les relations entre les Etats et l'établissement de nouvelles formes et politiques de coopération dans les domaines de l'économie, de la science, de la technique et de la protection de l'environnement, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a, en même temps, montré aussi de nouvelles possibilités pour le développement et la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Par conséquent, la dix-neuvième session de la Conférence générale de l'Agence a eu de bonnes raisons de souligner leur portée et les nouvelles activités de l'Agence.

152. Ma délégation voudrait faire quelques observations sur plusieurs paragraphes du rapport de l'AIEA.

153. La République démocratique allemande accueille favorablement et appuie les tâches principales évoquées dans le rapport, notamment la concentration des activités de l'Agence sur les problèmes pratiques résultant des utilisations de l'énergie nucléaire.

154. La République démocratique allemande appuie toutes les activités de l'Agence visant à accroître la sécurité des installations et la protection de l'homme et de l'environnement. Pour la même raison, nous appuyons pleinement la recommandation de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité visant à créer des centres nucléaires régionaux en vue des utilisations de l'énergie nucléaire. De tels centres non seulement apporteront des avantages économiques, en particulier pour les pays les moins développés, mais faciliteront aussi la réalisation de toutes les garanties, y compris les contrôles de matières nucléaires.

155. Dans l'intérêt de la promotion de l'indépendance politique et économique des pays en développement et conformément aux décisions de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la République démocratique allemande appuie également, dans le cadre de ses possibilités, le programme d'assistance technique de l'Agence. A cet égard, je voudrais évoquer le fait qu'en 1976, la République démocratique allemande a de nouveau accru sa contribution volontaire au programme d'assistance technique de l'Agence.

156. En raison de l'importance qui doit être accordée aux garanties, la République démocratique allemande suit avec une attention particulière toutes mesures prises et envisagées par l'Agence dans ce domaine. La République démocratique allemande préconise le développement systématique d'un programme de garanties de l'Agence et se félicite des efforts de l'Agence relatifs aux mesures de contrôle ayant trait à l'emploi rapidement croissant de l'énergie nucléaire dans le monde, notamment à l'amélioration nouvelle de l'efficacité des garanties et à l'extension des contrôles de l'Agence à toutes les activités nucléaires pacifiques des Etats non dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas parties au Traité de non-prolifération. Nous attachons donc une grande importance à l'accord sur le paragraphe 2 de l'article III du Traité de non-prolifération et préconisons une nouvelle augmentation du nombre des participants à cet accord. Nous

nous félicitons des nouveaux progrès réalisés l'an passé pour mettre pleinement en vigueur l'article III du Traité, en particulier par la conclusion d'accords de garanties tenant compte des obligations assumées.

157. A cet égard, nous réaffirmons notre appui à la demande instante qui a été faite dans la Déclaration finale de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération, d'empêcher le détournement de matières nucléaires pour la production d'armes nucléaires ou d'autres engins d'explosions nucléaires. La République démocratique allemande participera activement aux travaux du Groupe consultatif permanent sur l'application des garanties.

158. Le problème de la protection physique des matières et des installations nucléaires est étroitement lié à la question de la comptabilité et des contrôles. La solution de ce problème est une condition préalable importante pour assurer une utilisation réussie de l'énergie nucléaire. A notre avis, l'Etat qui porte la responsabilité des matières nucléaires et des installations susmentionnées doit garantir que cette protection sera assurée. Il faut remercier l'Agence des recommandations qui ont été mises au point en ce qui concerne la protection physique et des délibérations auxquelles l'élaboration de ces recommandations a donné lieu.

159. Le rapport de l'AIEA mentionne également le problème des explosions nucléaires à des fins pacifiques. La République démocratique allemande apporte une grande attention aux questions politiques, techniques et économiques qui y sont liées, ainsi qu'aux questions de sécurité et aux aspects juridiques, et considère l'AIEA comme étant le seul organisme international compétent aux termes de l'article V du Traité de non-prolifération. La République démocratique allemande est prête, en coopération étroite avec tous les Etats parties au Traité de non-prolifération, à apporter son appui à l'Agence dans l'accomplissement de ces tâches compliquées. Dans la mesure de ses possibilités, la République démocratique allemande coopérera avec le Groupe consultatif sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques créé par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

160. Qu'il me soit permis de traiter ici de la question de la coopération de l'AIEA avec d'autres organisations internationales. A sa dix-neuvième session, la Conférence générale de l'AIEA a approuvé, entre autres, l'application de la clause concernant la coopération avec le CAEM. En sa qualité de membre du CAEM, la République démocratique allemande se félicite de cet accord de coopération entre l'AIEA et le CAEM. Le Comité permanent sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire fournit une base solide aux travaux du CAEM, relativement aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et toutes les questions connexes. Dans le cadre du CAEM, l'utilisation de l'énergie nucléaire est développée dans l'intérêt mutuel de tous les pays membres. Le succès obtenu par la République démocratique allemande en est une preuve convaincante. Ma délégation considère que la conclusion de l'Accord entre l'AIEA et le CAEM offrira des avantages considérables à une collaboration globale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

161. La dix-neuvième session de la Conférence générale de l'AIEA s'est tenue peu de temps après la

Conférence des parties chargée d'examiner l'application du Traité de non-prolifération. La grande importance que revêt cette conférence pour les activités de l'AIEA a également été soulignée par le Directeur général de l'Agence. M. Eklund.

162. En dépit de points de vue divergents sur des questions particulières, cette conférence a fourni une preuve convaincante que le Traité de non-prolifération contribue de façon importante à la limitation de la course aux armements. Le Traité est devenu une réalité de la vie internationale; il répond aux intérêts de tous les peuples et de tous les Etats et a stimulé de façon essentielle la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Comme on le sait, la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération a demandé à tous les Etats hésitants d'y adhérer. La délégation de la République démocratique allemande regrette qu'un certain nombre d'Etats n'aient pas encore souscrit au Traité de non-prolifération. Sans aucun doute, l'adhésion de tous les Etats accroîtra d'une manière importante l'efficacité du Traité de non-prolifération et, ainsi, le danger d'une guerre mondiale nucléaire pourrait être réduit considérablement.

163. Cependant, il est également nécessaire de souligner les dangers qui peuvent résulter de la prolifération des armes nucléaires dans un but de lucre. Au cours du débat général de l'Assemblée, cette année, l'attention a déjà été attirée sur ce fait et lors des discussions sur la politique d'*apartheid* du régime raciste d'Afrique du Sud, un grand nombre de représentants officiels ont signalé les dangers pour la paix et la sécurité qui pourraient résulter de l'accès par le régime de Pretoria à la technique et à l'équipement nucléaires pour la production d'armes nucléaires. Les agressions de ce régime raciste contre le jeune Etat africain d'Angola montrent très clairement le danger qui en résulterait pour la paix et la sécurité et la façon dont ce régime raciste utilise, par exemple, l'assistance militaire des milieux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

164. La coopération internationale pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire exige que les dispositions du statut de l'AIEA et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires soient strictement observées et que toutes les tentatives faites dans le but de saper ces accords et traités internationaux soient repoussées de façon résolue.

165. De l'avis de ma délégation, tous les efforts visant à freiner la course aux armements, à limiter les armements et à réaliser des mesures concrètes de désarmement ont une importance fondamentale pour les travaux de l'AIEA.

166. Les résultats des travaux de la Conférence du Comité du désarmement, dont est saisie l'Assemblée générale [voir A/10027], le confirment et, surtout, la nouvelle proposition de l'URSS sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires [voir A/10447] est d'une grande importance pour les activités de l'AIEA.

167. Il est également hors de doute qu'une convention sur l'interdiction de toutes mesures visant à modifier l'environnement et le climat à des fins militaires et autres fins hostiles incompatibles avec le maintien

de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain, étendrait le rayon d'action de l'AIEA et répondrait aux inquiétudes fondamentales de cette agence spécialisée.

168. Ma délégation est convaincue que les progrès réalisés dans le domaine du désarmement donneront un nouvel élan à l'AIEA et lui permettront de développer largement et de manière efficace la coopération pacifique et mondiale dans le domaine de la technique nucléaire, conformément au statut de l'AIEA.

169. Pour conclure, je voudrais souligner, une fois de plus, que la République démocratique allemande préconise une large coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et est favorable au renforcement du régime de la non-prolifération des armes nucléaires. Conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, au statut de l'AIEA et aux dispositions du Traité de non-prolifération, la République démocratique allemande continuera, dans le cadre de l'Agence, à contribuer activement à la coopération internationale pour veiller à ce que l'énergie nucléaire soit utilisée de façon pacifique dans l'intérêt de l'humanité.

170. M. ALLEN (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation britannique a entendu avec intérêt la présentation du rapport de l'AIEA par le Directeur général, M. Eklund. Comme il l'a montré dans son examen global, l'Agence se trouve à une étape des plus importantes de son évolution. M. Eklund a attiré notre attention sur les possibilités et sur les difficultés qui apparaîtront au cours des prochaines années. Mon gouvernement réaffirme son ferme et constant appui à l'Agence et à ses activités et sa certitude que, sous la direction avisée de M. Eklund, les problèmes seront surmontés et les possibilités pourront être saisies.

171. L'événement le plus important peut-être concernant l'Agence en 1975 a été la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève au mois de mai. Et là je dois dire que ma délégation aurait voulu que l'on mette plus en relief, dans le projet de résolution dont nous sommes saisis [A/L.771], l'importance des recommandations de cette conférence. Notamment, nous pensons que le projet de résolution aurait dû refléter le caractère urgent du problème de la prolifération nucléaire en demandant en termes précis à tous les Etats de devenir parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires afin que ce traité devienne universel et, par là même, plus efficace.

172. Dans sa Déclaration finale³, la Conférence d'examen a prié l'Agence de commencer ou de poursuivre les travaux nécessaires sur des questions que mon gouvernement juge de la plus haute importance. Parmi celles-ci, j'appellerai tout d'abord l'attention sur la question des explosions nucléaires à des fins pacifiques. La Conférence d'examen a souligné combien elle appréciait les travaux de l'AIEA dans ce domaine et a reconnu que l'Agence est l'organisme international approprié par l'entremise duquel les avantages pouvant découler des applications pacifiques des explosions nucléaires pourraient être rendus accessibles aux Etats non dotés d'armes nucléaires. La Conférence a demandé instamment que l'Agence se hâte de déterminer et d'examiner les importants

problèmes juridiques que posent la structure et le contenu de l'accord international spécial ou des accords internationaux spéciaux; elle a également demandé instamment à l'Agence de mettre en place un mécanisme approprié permettant des discussions intergouvernementales et grâce auquel des avis pourraient être donnés sur les travaux de l'Agence dans le domaine des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Mon gouvernement a donc accueilli avec une grande satisfaction la création par le Conseil des gouverneurs de l'Agence, lors de ses réunions de juin, d'un groupe consultatif sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Le Groupe consultatif a tenu sa première session en septembre. Mon gouvernement participera pleinement et de manière constructive aux activités du Groupe, estimant que l'Agence peut apporter une contribution considérable dans ce domaine important et fort complexe.

173. La Conférence d'examen a également demandé instamment à toutes les parties au Traité de poursuivre activement leurs efforts en vue de renforcer les conditions communes requises en matière de garanties, dans l'espoir que ces conditions communes seront acceptées dans la mesure la plus large possible. Dans la déclaration qu'il a faite le 23 septembre devant l'Assemblée générale [2358^e séance], le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth de mon pays a dit, entre autres que les Nations Unies devraient se préoccuper de ce problème immédiatement et veiller à ce qu'un élan nouveau soit donné aux travaux actuellement accomplis par l'AIEA. Mon gouvernement a l'intention de faire une proposition précise dans ce sens au cours de la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence.

174. Ma délégation se félicite de la recommandation faite à l'Agence, au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, d'intensifier ses travaux, conformément à son statut, dans les domaines de la sûreté et de la fiabilité des réacteurs, de la gestion des déchets radioactifs et de la garantie de non-détournement à des fins non pacifiques des matières nucléaires, notamment le plutonium.

175. Nous appuyons le projet de résolution A/L.771, avec la réserve que je viens d'énoncer. Je voudrais, pour conclure, dire une fois encore que mon gouvernement continue d'apprécier le très utile travail du Directeur général et de ses collaborateurs et appuie fermement tous les aspects des activités de l'Agence.

176. M. ALEXIE (Roumanie) : Qu'il me soit permis d'adresser, au nom de la délégation roumaine, nos chaleureuses salutations au Directeur général de l'AIEA, M. Eklund. Il nous a présenté, avec la compétence qui lui est propre, les lignes générales de l'activité de l'Agence, apportant ainsi une contribution précieuse à notre débat.

177. Nous tenons également à exprimer au Directeur général, ainsi qu'à l'Agence dans son ensemble, nos vœux de plein succès dans le développement de la coopération internationale pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, domaine vital pour l'avenir même de l'humanité.

178. Le rôle principal dévolu à l'Agence par les Etats Membres consiste justement à encourager et à faciliter l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques,

par tous les pays et au bénéfice de toutes les nations. Si l'on analyse l'activité de l'Agence de ce point de vue, on peut affirmer, sur la base du rapport annuel, que le bilan est positif.

179. Parmi les nombreux projets réalisés cette année, ma délégation tient à mentionner particulièrement l'importance accrue accordée à la coopération technique. Grâce à l'importante contribution du PNUD à la réalisation des projets dont l'agent d'exécution est l'Agence, on peut espérer que celle-ci consacrera une plus grande partie de son talent et de ses ressources à ce domaine qui préoccupe tous les pays en voie de développement.

180. Nous avons également pris note des activités accrues de l'Agence dans les domaines de la production d'énergie et de l'application des isotopes et des radiations à des fins pacifiques dans l'industrie, l'agriculture, la médecine et d'autres secteurs économiques. Nous mettons aussi en évidence l'intensification des efforts de l'Agence pour la formation des cadres nationaux dans la technologie nucléaire pacifique.

181. Parmi les multiples actions déployées par l'Agence, nous voudrions souligner celles du domaine de l'énergie nucléaire, chapitre auquel l'Agence, agissant en conformité avec les intérêts des Etats Membres, prête une attention particulière. Il convient de remarquer, dans ce domaine, l'activité d'organisation scientifique menée par l'Agence afin d'informer les Etats Membres sur l'ensemble des problèmes si complexes de l'énergie nucléaire, de même que les études technico-scientifiques, les groupes d'experts et les réunions scientifiques qui ont abordé une vaste gamme de sujets, partant des thèmes devenus déjà classiques et allant jusqu'aux domaines les plus modernes des réacteurs rapides et de la technologie des réacteurs de reproduction.

182. La manière dont l'Agence a jusqu'à présent rempli ses tâches nous offre la certitude qu'elle pourra jouer un rôle actif dans tous les aspects concernant l'industrialisation de l'énergie atomique et qu'elle continuera d'étendre la sphère de ses préoccupations à tout le cycle du combustible nucléaire.

183. Aussi sommes-nous d'avis qu'une utilité particulière revient aux activités visant à élaborer des normes et à faire des recommandations relatives à la protection contre les radiations et à la sécurité des installations nucléaires, en vue d'aider les Etats Membres à adopter des réglementations nationales appropriées ainsi qu'à élargir et à diversifier le programme des réunions sur des thèmes scientifiques, économiques et juridiques.

184. Les succès remportés par l'Agence ne doivent pas nous empêcher de relever également certains défauts qui se manifestent dans son activité. Nous tenons tout d'abord à souligner la grave situation financière dans laquelle elle se trouve. Cette situation se reflète dans le déficit enregistré cette année par l'Agence.

185. La hausse des prix pour les équipements nucléaires et l'affectation de fonds accrue à l'activité de contrôle ont, ces dernières années, abouti à la stagnation et même à la diminution de l'activité visant l'assistance technique et le soutien des efforts des pays

en développement tendant à introduire de nouvelles techniques.

186. Pour ce qui est de son activité future, l'Agence internationale pour l'énergie atomique est entrée dans une phase nouvelle, celle de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, durant laquelle un nombre croissant de pays en voie de développement font le passage de l'étape des perspectives généreuses de l'avenir à celle des réalisations pratiques. En tant que principal forum de la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, il incombe à l'Agence des tâches particulières sur le plan de l'assistance technique effective qu'elle doit prêter à ces Etats, afin d'utiliser l'énergie nucléaire comme un instrument important permettant la solution de leurs problèmes économiques et sociaux.

187. Nous estimons que l'utilisation pacifique plus intense de l'énergie nucléaire contribuera à accélérer le développement économique des pays en voie de développement, à liquider le sous-développement et les décalages existants dans l'économie mondiale, et à assurer le progrès général.

188. Ces activités sont prévues par l'article II du statut de l'Agence, ainsi que par les articles IV et V du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elles ont été à nouveau soulignées par la Déclaration finale adoptée à la première Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³. Elles doivent aussi trouver leur reflet, d'une manière adéquate, dans les programmes d'activité de l'Agence pour les années prochaines.

189. De l'avis de la délégation roumaine, l'Agence devra prêter, dans ces programmes, une attention particulière afin de faciliter l'accès de tous les Etats à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sur une base non discriminatoire, d'accroître l'assistance technique accordée aux Etats non dotés d'armes nucléaires, y compris par la livraison du matériel nucléaire et des équipements, de même que par la libéralisation du transfert de technologie.

190. La promotion, dans les pays en développement, de la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine nucléaire, exige également que l'Agence intensifie son activité dans le domaine de l'énergie nucléaire, qu'elle accorde des contrats de recherche aux pays en développement et qu'elle organise un nombre plus grand de réunions scientifiques sur des thèmes d'intérêt général pour ces pays.

191. Partant de cette position, la Roumanie salue l'initiative du Directeur général de convoquer en 1977 une conférence sur l'énergie nucléaire et le cycle du combustible. En nourrissant l'espoir que les activités de l'Agence seront, l'année prochaine, concentrées sur ces problèmes présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, nous tenons à souligner que la garantie de la mise sur pied d'une activité fructueuse de l'Agence dépend en grande partie du maintien d'un équilibre rationnel entre les fonds destinés à la réalisation de sa fonction principale — le développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire — et ses activités dans le domaine des garanties.

192. La Roumanie, pays en voie de développement, attache un rôle important, dans le cadre de ses préoccupations futures, au développement du domaine

nucléaire. Ces efforts sont déployés dans le cadre d'un programme national de l'énergie nucléaire adopté l'année dernière. Sur la base de ce programme, environ 6 000 MW d'énergie d'origine nucléaire seront installés dans notre pays. Afin de mettre en œuvre ce programme national de dimensions accrues auquel la recherche et l'industrie roumaines apporteront une insigne contribution, un Centre intégré de physique a été créé, l'année passée, en Roumanie. Dans le cadre de ce centre, travaillent ou sont formés plus de 5 000 personnes de différentes professions.

193. La Roumanie a également obtenu d'importants succès dans le domaine des combustibles nucléaires. La coopération avec l'AIEA, le PNUD et avec des Etats membres de l'Agence, a joué un rôle important dans l'obtention de ces résultats. Sur la base de ces progrès, une unité pilote sera construite l'année prochaine dans notre pays, qui aura pour objet la production d'éléments combustibles d'uranium naturel.

194. La Roumanie souhaite aussi bénéficier à l'avenir de l'assistance technique offerte par l'Agence et elle est prête à son tour à accorder son assistance à d'autres pays en développement.

195. Tout ceci ne représente que quelques-uns des objectifs essentiels de l'activité de mon pays dans le domaine nucléaire, de la réalisation desquels dépend la création des conditions permettant de commencer la construction des premières centrales nucléaires électriques roumaines, en coopération avec les Etats qui ont développé l'énergie nucléaire jusqu'à la phase de la production industrielle.

196. Parmi les préoccupations de la Roumanie, en ce qui concerne l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, il convient de souligner l'intérêt qu'elle porte à la coopération internationale en ce domaine, ainsi qu'à l'activité déployée par l'Agence.

197. La délégation roumaine est persuadée que, sur la base de la riche expérience accumulée jusqu'à présent dans son activité et des suggestions et des propositions de tous les Etats intéressés, l'Agence pourra apporter dans la période à venir, une contribution importante et accrue au développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cette tâche de la plus grande importance s'inscrira dans le contexte des vastes préoccupations de la communauté internationale visant à instaurer un nouvel ordre économique dans le monde.

198. Pour conclure, je voudrais déclarer l'appui de ma délégation au projet de résolution A/L.771.

199. M. STASHEVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : A propos de l'examen du rapport de l'AIEA, la délégation soviétique aimerait mettre en évidence l'importante contribution apportée par l'Agence à la cause de la coopération internationale en matière d'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Je n'en veux pour preuve que les rapports de l'Agence, de même que l'intervention de M. Eklund, directeur général de l'Agence, que nous venons d'entendre.

200. Nous aimerions souligner les aspects aussi importants des activités de l'Agence en matière d'énergie nucléaire que les recherches dans le domaine de la synthèse thermonucléaire dirigée, la protection de l'environnement, le système international de documentation nucléaire, la sécurité des centrales électri-

ques nucléaires et, enfin, les travaux de l'Agence sur la mise en œuvre pratique du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Il convient de noter également parmi les activités de l'Agence, le domaine d'actualité que représentent l'élaboration et le perfectionnement des normes de sécurité physique des matières nucléaires.

201. La Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu à Genève au mois de mai de cette année, est d'une grande importance. Les recommandations adoptées au cours de cette conférence définiront dans une grande mesure les activités futures de l'Agence et les orientations plus importantes qu'elle doit prendre, y compris les garanties et les services en matière d'explosions nucléaires à des fins pacifiques. Les activités de l'Agence liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont été évaluées de façon très positive au cours de cette conférence.

202. Les activités de l'Agence dans le domaine du contrôle du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires continuent de se développer et de s'amplifier considérablement. Pour avoir fait face avec succès aux problèmes complexes des garanties, l'Agence jouit maintenant d'une autorité bien méritée en tant qu'organe international compétent de contrôle. Depuis de nombreuses années, l'Union soviétique a donné l'aide nucléaire à l'Agence dans ce domaine et elle continuera de participer activement aux efforts déployés à cet égard.

203. L'accroissement du nombre des Etats parties au Traité de non-prolifération et la conclusion d'accords de garantie entre ces Etats et l'Agence revêtent une importance primordiale. Il faut noter à cet égard que cette année le nombre des Etats parties au Traité a été accru cette année grâce à la participation des pays de l'EURATOM, pays qui ont des industries nucléaires extrêmement développées, à savoir la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg — un fait positif.

204. L'ampleur des travaux de l'Agence en ce qui concerne un contrôle plus effectif dans les centrales nucléaires des pays qui ne sont pas parties au Traité revêt également une grande importance. Les recherches entreprises actuellement par l'AIEA pour l'établissement de centres de cycle de combustible nucléaire au niveau intergouvernemental et régional méritent d'être encouragées.

205. Un aspect très important des activités de l'Agence réside dans les applications pacifiques des explosions nucléaires. La Conférence d'examen de Genève a démontré que l'Agence est véritablement un organe de contrôle international approprié. En vertu de l'article V du Traité, c'est par l'entremise de l'Agence que les Etats non dotés d'armes nucléaires parties au Traité peuvent bénéficier des services découlant des explosions nucléaires à des fins pacifiques.

206. L'Agence entreprend des travaux importants sur la mise en œuvre pratique de l'article V du Traité. L'Agence a tenu plusieurs réunions d'experts sur les problèmes techniques et scientifiques relatifs aux explosions nucléaires à des fins pacifiques. Au début de cette année, l'Agence a créé une section spéciale qui traite des explosions nucléaires à des fins paci-

ques et qui est chargée d'octroyer des services dans ce domaine et d'étudier plus avant les questions liées aux explosions nucléaires à des fins pacifiques. L'Agence diffuse systématiquement les informations techniques et scientifiques relatives aux explosions nucléaires à des fins pacifiques. Au mois de juin de cette année, le Conseil des gouverneurs de l'Agence a créé un groupe consultatif sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, et ce groupe a tenu sa première session au mois d'octobre de cette année. Le problème de l'utilisation des explosions nucléaires à des fins constructives et créatrices a fait l'objet d'une grande attention au cours de la dix-neuvième session de la Conférence générale de l'Agence, qui a eu lieu en septembre dernier.

207. En outre, l'Agence continue de déployer de grands efforts pour surmonter les difficultés auxquelles se heurte la solution de ce problème. Pour sa part, l'Union soviétique a accordé et continuera d'accorder une assistance à l'Agence, afin d'aider celle-ci à résoudre un grand nombre de questions liées à l'article V du Traité de non-prolifération.

208. En coopérant activement avec l'Agence, l'Union soviétique continue de développer des relations avec de nombreux pays tant dans le domaine de l'énergie nucléaire que dans d'autres domaines intéressant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, et elle fournit une assistance technique pour la construction de centrales nucléaires de grande envergure dans de nombreux pays.

209. Depuis la création de l'Agence, l'Union soviétique a participé activement à la mise en œuvre du programme d'assistance technique aux pays en développement dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Les contributions volontaires de l'Union soviétique à ce programme sont utilisées pour la fourniture d'équipement, d'appareils et de matériel nucléaire, et elles servent également à octroyer des bourses dans les centres de recherche scientifique à des spécialistes originaires des pays en développement. Elles servent également à la tenue de séminaires, en Union soviétique. La contribution de l'Union soviétique à cet égard s'élèvera à 550 000 roubles pour 1976.

210. En appréciant à leur juste valeur les activités de l'Agence, nous aimerions souligner une fois de plus que l'Union soviétique contribuera à l'avenir au développement de la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, conformément aux objectifs de la Charte des Nations Unies et au statut de l'Agence, ainsi qu'au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Pour toutes ces considérations, la délégation soviétique votera en faveur du projet de résolution A/L.771.

211. M. HOVEYDA (Iran) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais, avant tout, exprimer ma gratitude au Directeur général de l'AIEA, M. Eklund, pour sa présentation lucide et détaillée du rapport très précieux soumis par l'Agence.

212. Nous examinons le rapport annuel de l'Agence au moment où l'ampleur économique et politique mondiale que revêt la situation énergétique globale a eu pour résultat une demande accrue d'énergie nucléaire. Cette demande a été suivie de nouvelles requêtes en vue d'obtenir de la part de l'Agence un

nombre accru de services et de programmes, tels que l'introduction de l'énergie nucléaire et d'autres techniques nucléaires, l'application de garanties, la protection physique contre les matières nucléaires, ainsi que la sûreté nucléaire et la protection de l'environnement.

213. L'augmentation spectaculaire de la capacité d'installer des centrales nucléaires et l'accroissement constant des Etats qui ont entrepris des programmes nucléaires ont entraîné également pour l'Agence des responsabilités plus grandes. Parmi les activités extrêmement variées et très importantes auxquelles se livre l'Agence, aucun domaine n'a reçu plus d'attention que les efforts déployés dans le domaine des garanties nucléaires et dans celui de la sécurité nucléaire.

214. Le Directeur général s'est prononcé à maintes reprises sur la nécessité de maintenir les normes de sécurité les plus élevées. Le besoin impérieux d'accorder la priorité aux questions relatives à la sécurité nucléaire est également reflété dans le rapport actuel de l'Agence. A cet égard, nous sommes heureux de noter que la formation de personnel de sécurité, ainsi que l'établissement de services consultatifs et économiques, notamment dans les pays en développement, figurent maintenant dans les programmes de l'Agence.

215. La question des centres de cycles de combustible nucléaire, qui a reçu une attention considérable lorsqu'elle a été présentée par le Directeur général l'an dernier, est également reflétée dans le rapport. Nous sommes conscients de l'intérêt accru qu'a suscité cette idée et nous savons également que les différents aspects de cette question complexe font l'objet d'un examen systématique de la part de l'Agence. Nous nous félicitons de la méthode d'approche intégrée qu'applique l'Agence dans ce domaine et nous attendons impatiemment les résultats de ses études, lesquelles auront des répercussions, entre autres, sur l'économie, sur les garanties et sur la sécurité des programmes d'énergie nucléaire.

216. Parmi les activités de l'Agence qui ont acquis une nouvelle ampleur au cours de ces dernières années, il faut noter l'assistance technique dans le domaine de l'énergie nucléaire. Cette assistance revêt une importance accrue à l'heure actuelle, alors qu'un nombre croissant de pays en développement essaient de diversifier leurs sources d'énergie. Le fait que l'Agence ait mis un accent particulier sur l'énergie nucléaire et la sécurité dans son programme d'assistance technique constitue une caractéristique méritoire de son rapport de cette année. L'objectif des contributions volontaires au fonds général servant à financer le propre programme d'assistance de l'Agence a passé de 3 millions de dollars en 1974, à 4,5 millions de dollars en 1975, et passera à 5,5 millions de dollars en 1976, une augmentation supplémentaire ayant déjà été recommandée. Il serait peut-être opportun de mentionner ici que mon pays ne s'est pas seulement félicité de l'accroissement des contributions volontaires au fonds général, mais a également augmenté de 10 fois sa propre contribution à ce fonds pour 1974-1975.

217. Inutile de dire qu'en raison de sa compétence et de sa longue expérience dans ce domaine, l'Agence est l'organe le plus approprié pour administrer l'assistance dans le domaine nucléaire. Il est par conséquent essentiel que les pays qui sont en position de le faire, et en particulier les puissances nucléaires, mettent

des fonds et des services accrus à la disposition de l'Agence à la mesure des besoins des pays en développement, afin que ceux-ci puissent bénéficier pleinement de la technologie nucléaire dans le cadre établi par l'Agence et par le Traité de non-prolifération.

218. Je passe maintenant à la question des garanties, en particulier dans le contexte de la non-prolifération. On se souviendra qu'au cours de l'examen du rapport de l'Agence, en novembre de l'année dernière, 36 des 80 Etats non dotés d'armes nucléaires parties au Traité de non-prolifération n'avaient pas encore, à l'époque, terminé la négociation avec l'AIEA de l'Accord de garanties prévu par le Traité. D'un autre côté, le rapport actuel indique qu'au milieu de l'année 1975, la capacité globale en énergie nucléaire dans les pays autres que les Etats nucléaires — il s'agit de 15 pays — avait atteint 24 000 MW. Avec la ratification du Traité par cinq Etats non dotés d'armes nucléaires membres de l'EURATOM, en mai 1975, un pas important a été accompli dans la bonne direction, et la presque totalité de la capacité en énergie nucléaire de ces 15 pays a été placée sous garantie de l'Agence.

219. L'intérêt particulier que l'Iran porte à cette question s'explique par le fait qu'il s'est lancé dans un important programme visant à l'introduction de l'énergie nucléaire dans le pays en tant que source principale d'énergie électrique. Ayant été parmi les premiers à ratifier le Traité, l'Iran s'est mis ensuite à négocier son Accord de garanties avec l'Agence, accord qui est entré en vigueur le 15 mai 1974, plaçant ainsi toutes nos installations nucléaires sous le système de garanties de l'Agence. Nous sommes heureux de noter, à cet égard, que pendant la période couverte par le rapport, 16 accords de garanties supplémentaires ont été signés ou sont entrés en vigueur. Cinq accords additionnels ont également été approuvés par le Conseil des Gouverneurs de l'Agence, y compris un avec le Japon, qui n'est pas signataire du Traité, et les négociations entreprises sur des accords visant à la mise en œuvre d'offres volontairement faites par le Royaume-Uni et les Etats-Unis eu égard à l'application de garanties dans ces deux Etats ont été menées à bonne fin.

220. La participation et la contribution active de l'Agence à la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires doivent être considérées comme une réalisation majeure. Ses rapports très précieux sur les opérations de garanties eu égard aux explosions nucléaires à des fins pacifiques, en particulier pour ce qui est de l'article IV du Traité, ont été l'objet des éloges des pays participants, y compris le mien. L'Agence a mérité notre reconnaissance et notre ferme appui, tant par sa participation à la Conférence que par sa participation à la Déclaration finale³. La Conférence, commentant les diverses activités de l'Agence, a recommandé qu'elle accroisse son assistance technique et ses activités connexes au bénéfice des pays en développement signataires du Traité, et elle a réaffirmé le rôle de l'AIEA en tant qu'"organisme international approprié mentionné à l'Article V du Traité par l'entremise duquel les avantages pouvant découler des applications pacifiques des explosions nucléaires pourraient être rendus accessibles aux Etats non dotés d'armes nucléaires".

221. Ayant ainsi parlé rapidement des activités de l'Agence, je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer une fois de plus notre appui à ses programmes annuels. Ma délégation entend adresser un mot tout particulier de remerciement au Directeur général et à son dévoué personnel pour la manière efficace dont ils s'acquittent de leurs responsabilités croissantes. Depuis que l'Iran a entamé son programme de développement nucléaire, l'Agence a été pour nous une source importante d'assistance technique et scientifique. Je citerai en particulier l'assistance en matière de formation, qui a permis à nombre de nos jeunes techniciens et spécialistes d'accroître notablement leurs connaissances techniques grâce à la participation à des séminaires. Nous en sommes reconnaissants à l'Agence.

222. Sur la base des considérations que je viens d'exposer, ma délégation appuie le projet de résolution A/L.771 et exprime l'espoir qu'il sera adopté à l'unanimité.

223. M. JANKOWITSCH (Autriche) [*interprétation de l'anglais*] : En commençant cette brève déclaration, je voudrais adresser les félicitations de ma délégation au directeur général de l'AIEA, M. Eklund, pour l'exposé aussi intéressant que complet qu'il nous a fait.

224. L'introduction de M. Eklund et le dix-neuvième rapport de l'Agence montrent de manière convaincante que la situation dans le secteur de l'énergie exercera des effets à long terme sur la nature et la portée des activités futures de l'Agence. Depuis l'an dernier, l'AIEA a poursuivi ses programmes et activités en mettant un accent accru sur l'énergie nucléaire et la technologie nucléaire, sur l'application des garanties, sur la sécurité nucléaire, la protection de l'environnement et l'assistance technique.

225. Les besoins toujours accrus d'énergie sous ses différentes formes et les problèmes de la production d'énergie en quantités suffisantes et à des prix satisfaisants sont depuis longtemps l'une des préoccupations de la communauté internationale, préoccupation qui a acquis une dimension nouvelle dans un passé récent. L'énergie nucléaire est devenue maintenant une réalité économique; mais afin de définir exactement sa place dans le cadre global des sources d'énergie, il faudra encore procéder à des recherches intensives qui, pensons-nous, peuvent et doivent aboutir à confier à l'Agence des responsabilités additionnelles dans des domaines tels que l'analyse économique et les études sur le plan de l'environnement. Le Gouvernement autrichien pense que ces tâches peuvent être réellement confiées à l'Agence. Celle-ci, de par sa nature même et dans le cadre de ses fonctions statutaires et régulatrices, est bien équipée pour coordonner comme pour mettre en œuvre les projets techniques et scientifiques à longue portée dans le domaine de la recherche en matière d'énergie, ainsi que pour procéder aux analyses économiques pertinentes. L'un des avantages importants offerts par l'Agence à cet égard — avantage que je tiens à souligner ici — est le fait que les pays en développement comme les pays industrialisés ont déjà eu nombre d'occasions de démontrer avec quel succès il leur était possible de coopérer dans ce cadre.

226. Mon pays, par conséquent, renouvelle son engagement d'aider l'Agence à s'acquitter de ses

principales responsabilités. L'Autriche contribuera à son budget pour 1976 conformément à un barème établi, et elle s'est engagée en outre, sous réserve de l'approbation parlementaire nécessaire, à verser au Fonds général une contribution volontaire de 31 900 dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 22 p. 100 sur l'année en cours. De plus, l'Autriche se déclare prête — toujours moyennant l'approbation parlementaire nécessaire — à mettre à disposition la même somme que les années précédentes pour les bourses du type II.

227. Je voudrais maintenant faire quelques brèves observations sur certains aspects du rôle de l'Agence en matière de mise en œuvre du Traité de non-prolifération.

228. Pour ce qui concerne le Traité, le Gouvernement autrichien a toujours plaidé en faveur de l'universalité, et c'est pourquoi il a noté avec satisfaction que depuis la Conférence générale de l'an dernier, 13 nouveaux Etats non nucléaires ont signé l'instrument fondamental, et que 13 autres l'ont ratifié. Parmi les Etats nouvellement parties au Traité, il faut tout particulièrement relever les membres des communautés européennes.

229. Les suggestions, les opinions et les critiques exprimées par les délégations au cours de la Conférence d'examen au mois de mai dernier, aboutiront, il faut l'espérer, à des mesures plus efficaces permettant de mettre en œuvre ce Traité. Cinq années nous séparent maintenant de la prochaine conférence d'examen, et l'on peut espérer que d'autres mesures importantes visant l'acceptation universelle du Traité seront prises et que les parties au Traité, notamment les Etats dotés d'armes nucléaires, s'acquitteront de leurs engagements dans toute la mesure du possible.

230. L'année dernière, la Conférence générale nous a informés qu'un certain nombre des principaux pays exportateurs ont réalisé un accord sur certaines normes à appliquer dans la mise en œuvre du paragraphe 2 de l'article III du Traité de non-prolifération. L'Autriche, en tant que partie à cet accord, prépare à l'heure actuelle des réglementations pour l'instauration du système de contrôle nécessaire des exportations. Ces règles entreront en vigueur avant la fin de cette année. Je voudrais ajouter ici que lorsque l'Autriche a établi son système de garanties, nous avons trouvé que les normes internationales du système de garanties publié par l'Agence nous étaient d'une grande utilité.

231. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné au cours de la Conférence d'examen, il s'avère nécessaire d'étudier les voies et moyens permettant d'établir des directives pour la protection physique, qui devraient se traduire par la standardisation des procédures et l'établissement de pratiques tendant à empêcher le sabotage ou l'accès de personnes non autorisées au matériel nucléaire. Les directives et recommandations actuelles, révisées par un groupe d'experts en avril, et qui doivent être publiées au cours de la Conférence générale de cette année, devraient maintenant servir de base à l'établissement d'un instrument qui les rendrait légales et obligatoires.

232. Des progrès ont été faits également dans le domaine des garanties, puisque 16 accords de garanties supplémentaires relatifs au Traité ont été signés ou sont entrés en vigueur depuis l'année dernière. A

cet égard, je suis heureux de pouvoir mentionner que la construction d'un laboratoire analytique de garanties à Seibersdorf, en Autriche, a été terminée, que le laboratoire s'équipe et s'adapte rapidement, et que l'on peut espérer que l'Agence sera à même de commencer ses activités très prochainement dans ledit laboratoire.

233. Les initiatives de l'Agence en matière de sécurité nucléaire et de protection écologique comprenaient, en outre, l'établissement d'un ensemble complet de codes et de directives de sécurité pour les centrales nucléaires, de même que des travaux sur des projets de recherche et la préparation de symposiums. L'un d'eux a eu lieu en coopération avec l'Agence pour l'énergie nucléaire, à Vienne en 1974, coopération qui s'est révélée être très utile et qui devrait être élargie à d'autres organisations qui travaillent sur les mêmes questions. En vérité, plusieurs organisations internationales traitent à présent des problèmes concernant la fourniture suffisante d'énergie, et une coordination ainsi qu'une coopération étroites au niveau international devraient être envisagées dans le domaine des études de marché de l'énergie. Cela vaut de même pour les prévisions du marché de l'énergie, qui constitueront un instrument fondamental pour les décisions concernant la construction de centrales et les problèmes connexes qui pourraient être prises grâce à des mesures coordonnées.

234. Les accords de coopération entre l'Autriche et le CAEM ainsi qu'avec l'EURATOM peuvent être pris comme exemple. L'Autriche est fermement convaincue que les objectifs établis dans ces accords sont des plus utiles et constituent un signe encourageant pour des activités coordonnées dans l'avenir dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

235. La coopération a été également développée grâce à la Conférence mondiale de l'énergie, dont la Commission de conservation, qui étudie les possibilités d'économiser des ressources énergétiques, a commencé ses travaux à Vienne le mois dernier avec l'appui actif de l'Agence. L'Autriche se félicite de ces activités dans la mesure où elles visent à une approche plus universelle de ce problème.

236. Au cours de la Conférence générale de l'année dernière, ma délégation a déjà fait connaître son opinion selon laquelle il s'avérerait nécessaire de procéder à un échange d'informations sur l'évolution de l'opinion publique vis-à-vis de la construction de centrales nucléaires à une échelle internationale plus large. Pour accepter la nécessité de telles centrales, le public doit obtenir les informations adéquates. Afin d'assurer un échange économique plus vaste d'informations pertinentes, la délégation autrichienne recommande l'examen de toutes les possibilités qui pourraient permettre le rassemblement de telles informations au sein du secrétariat de l'AIEA. L'on porte aussi une attention accrue à un certain nombre de symposiums et de conférences qui traitent de la sécurité et des aspects plus larges de l'énergie nucléaire, tel que le Symposium international sur la fiabilité des centrales nucléaires, qui s'est tenue à Innsbruck, en Autriche, cette année. Ces réunions devraient être considérées également sous l'aspect de l'acceptation du public, dans la mesure où elles contribuent à élargir la compréhension nécessaire de

l'opinion publique et à accroître le volume de renseignements disponibles pour les individus et pour les moyens d'information.

237. Compte tenu des conséquences mondiales des problèmes qui découlent des diverses étapes du cycle du combustible nucléaire, l'Autriche s'intéresse vivement à la prochaine conférence sur l'énergie nucléaire et le cycle du combustible, conférence que mon pays aura l'honneur d'accueillir en 1977.

238. Enfin, une autre question d'une grande importance, que j'aimerais aborder brièvement, et qui est traitée ici et à la Première Commission simultanément, se rapporte aux explosions nucléaires à des fins pacifiques.

239. La délégation autrichienne continue d'accorder la plus grande importance aux résolutions 2829 (XXVI) et 3213 (XXIX) de l'Assemblée générale, par lesquelles il a été recommandé que l'Agence établisse dans son cadre un service international pour les explosions nucléaires à des fins pacifiques sous contrôle international approprié. A cet égard, nous appuyons la création d'un groupe consultatif *ad hoc* chargé d'étudier les aspects sur la sécurité, l'environnement et l'économie, aussi bien que les conséquences juridiques des procédures d'assistance, de la mise en œuvre de telles explosions pacifiques. Tous les Etats devraient continuer de coopérer avec l'Agence et prendre toutes les mesures nécessaires afin de donner plus de prix aux efforts déployés par l'Agence dans l'accomplissement de sa tâche dans les divers domaines de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

240. C'est pourquoi ma délégation appuiera le projet de résolution A/L.771 dont nous sommes saisis. Cependant, si je puis revenir un instant à la question que je viens d'examiner brièvement, je dirai que ma délégation estime qu'elle devra l'examiner de façon plus détaillée et plus approfondie lorsqu'elle sera débattue au sein de la Première Commission.

241. Je voudrais maintenant, en tant que représentant du pays hôte de l'Agence, vous faire un bref rapport des progrès réalisés dans la construction du siège permanent de l'Agence à Vienne, construction prise en charge par le Gouvernement fédéral de l'Autriche et par la ville de Vienne. Les travaux de construction des tours réservées aux bureaux et du bâtiment des conférences seront terminés d'ici la fin de cette année et les travaux de façade progressent rapidement. L'infrastructure reliant ces bâtiments à l'autoroute qui longe le Danube en face du futur siège permanent a été approuvée et les travaux préparatoires ont commencé. Sauf incidents imprévisibles, on devrait pouvoir occuper les bâtiments en 1978 comme prévu.

242. Parlant cette année à la session de l'Assemblée générale, le 2 octobre, et se référant au siège en construction à Vienne, le Ministre des affaires étrangères de l'Autriche a dit :

“En construisant ces bâtiments, l'Autriche contribue à alléger les charges financières des Nations Unies... Mon gouvernement est persuadé qu'il correspond à un intérêt des Nations Unies que ces bâtiments soient utilisés au mieux, et il espère que les propositions du Secrétaire général à cet effet recevront un accueil positif de la part de tous les Etats Membres.” [237^e séance, par. 111.]

243. Pour finir, je voudrais remercier chaleureusement M. Eklund des propos très aimables qu'il a eus à l'égard de l'Autriche en tant que pays hôte de l'Agence, et assurer le Directeur général, et en vérité tous les Etats membres de l'Agence et des Nations Unies, que mon pays continuera à déployer tous ses efforts afin d'appuyer l'Agence, et qu'il répondra aux exigences qui seront les siennes dans l'avenir, comme il le fait aujourd'hui.

244. Je voudrais rendre un hommage particulier à M. Eklund et à ses collaborateurs, non seulement pour les réalisations éminentes de l'Agence au cours de l'année passée, mais aussi pour l'excellente coopération qu'ils ont toujours apportée à tous les Etats Membres, le mien y compris.

245. Mme THORSSON (Suède) [interprétation de l'anglais] : La délégation suédoise tient à remercier le Directeur général de l'AIEA pour le rapport fort intéressant qu'il nous a présenté cet après-midi. Il a tracé, selon nous, un tableau très clair des tâches difficiles et complexes auxquelles doit maintenant s'atteler l'organisation.

246. La Suède a toujours estimé que l'Agence était l'instrument le plus important de la collaboration internationale en ce qui concerne l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Un processus est en cours qui semble montrer que l'énergie atomique entrera pour une part de plus en plus grande dans la production de l'électricité de nombreux pays, et cela met l'accent sur le rôle toujours plus grand de l'Agence. Au cours de la récente conférence générale de l'Agence, le Gouvernement suédois a eu l'occasion de faire quelques observations sur le rôle de l'organisation à cet égard. En bref, on peut observer que le rôle des gouvernements se modifie à mesure que l'énergie nucléaire atteint un stade industriel. L'action gouvernementale est graduellement orientée des activités de promotion vers des activités de réglementation. De nombreuses agences nationales, y compris celles de mon pays, sont maintenant en train de réorienter leurs travaux sur cette voie. Avec l'expansion de l'énergie nucléaire, des problèmes tels que ceux relatifs à la sécurité nucléaire, aux effets sur l'environnement, à la gestion et au transport des déchets, exigent une nouvelle collaboration internationale intensifiée, en particulier afin d'établir des règles et règlements généralement acceptés. Nous espérons que cette tendance se reflétera de plus en plus dans le programme de l'Agence.

247. Le Gouvernement suédois a noté avec satisfaction qu'en prévoyant pour 1977 la Conférence de l'AIEA sur l'énergie nucléaire et le cycle du combustible, le Directeur général est en accord avec cette façon de penser. Nous croyons comprendre que l'ordre du jour de la Conférence sera axé sur les problèmes aigus auxquels doivent faire face les gouvernements dans l'application de leur programme d'énergie nucléaire. Il est donc clair que la Conférence pourrait constituer un événement international des plus importants.

248. Selon nous, la Conférence devrait être préparée de telle façon que les conclusions puissent y être tirées au niveau intergouvernemental, et que des progrès soient faits afin d'établir une coopération intergouvernementale valable pour la gestion efficace des cycles du combustible nucléaire. Il est donc important, à notre avis, qu'une formule soit mise au point

qui permettrait aux Etats membres de l'AIEA de faire connaître leur opinion quant au fond de la conférence au moment de la préparation de celle-ci, afin que l'on puisse en tenir compte lors de la Conférence. Etant donné l'importance politique de nombre des questions qui seront examinées au cours de la Conférence, il serait souhaitable qu'un rapport sur les progrès réalisés soit fourni à l'Assemblée générale l'année prochaine. Il serait également bon que les résultats de la Conférence soient présentés, l'année suivante, à l'Assemblée générale.

249. La récente Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a confirmé la fonction essentielle de l'Agence dans l'établissement d'un système mondial de garanties efficaces. A maintes reprises, la Suède a souligné le besoin urgent de prévenir une prolifération accrue des armes nucléaires. La déclaration faite hier par le Premier Ministre de Suède devant l'Assemblée générale [2401^e séance] est la plus récente expression de l'inquiétude profonde éprouvée par mon gouvernement à cet égard. Il convient de dire que l'AIEA assume une responsabilité dans le domaine général des garanties, responsabilité que l'on peut qualifier d'historique.

250. Nous convenons, avec le Directeur général, que dans les cinq années à venir, le système de garanties internationales sera mis à de rudes et peut-être décisives épreuves. Il est donc impérieux que l'Agence dispose de l'appui complet de la communauté internationale afin qu'elle soit en mesure de jouer le rôle de plus en plus important qui lui est imparti à cet égard. C'est dire à l'évidence que tous les Etats ont intérêt à s'assurer que les efforts réalisés pour empêcher la prolifération des armes nucléaires soient couronnés de succès. La délégation suédoise, à cet égard, tient à attirer l'attention sur les travaux actuellement entrepris dans le cadre de l'Agence — travaux qui ont reçu un mandat clair et un appui ferme de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires — pour accroître l'efficacité des garanties de l'Agence et pour élaborer des arrangements pour la protection physique des matières nucléaires utilisées, stockées ou transportées, et l'établissement de centres de cycle de combustible régionaux ou multinationaux. Nous attachons une importance considérable à tous ces aspects du problème nucléaire.

251. Je tiens à dire ici qu'il nous semble essentiel que les dispositions en matière d'exportation ordinaire soient, pour ce qui est des garanties, renforcées pour se conformer à la recommandation qu'a faite sur le sujet la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les pays exportateurs devraient se mettre d'accord sur des dispositions à l'effet que le matériel et l'équipement nucléaires ne soient exportés que si toutes les activités pacifiques des Etats importateurs, lorsqu'ils ne sont pas membres du Traité, soient placées sous garanties. De plus, nous pensons que des moyens devraient être recherchés pour permettre à tous les pays importateurs de jouer un rôle important dans la consolidation et le renforcement de garanties à l'échelle mondiale contre toute prolifération des armes nucléaires.

252. L'assistance technique et la formation représentent une autre grande priorité dans le programme de travail de l'AIEA. Nous sommes heureux de voir que, pour le fonds général, le montant prévu doit passer en 1976 de 4,5 à 5,5 millions de dollars. La contribution substantielle que la Suède verse pour les activités d'assistance technique de l'Agence est une indication du ferme appui du Gouvernement suédois à cette partie du programme de l'Agence.

253. La Suède appuiera le projet de résolution A/L.771 présenté par l'Argentine, les Pays-Bas et la Yougoslavie, compte tenu de l'amendement oral au paragraphe 4 du dispositif que le représentant de l'Argentine vient de soumettre, et auquel nous attachons une importance toute particulière.

254. En conclusion, je voudrais, comme par le passé, dire combien le Gouvernement suédois se félicite de l'efficacité et de la vigueur avec lesquelles l'AIEA et son Directeur général s'acquittent de leurs importantes fonctions. Ces fonctions ne peuvent qu'acquiescer une importance toujours plus grande à mesure que le temps passe. En s'en acquittant, l'Agence jouera un rôle décisif, en tant que partie intégrante du système des Nations Unies, dans les efforts visant à garantir une plus grande sécurité et une plus grande prospérité à la communauté mondiale.

255. M. TIKHONOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) [*interprétation du russe*] : En examinant le rapport de l'AIEA, la délégation biélorussienne voudrait, avant tout, souligner le lien étroit qui existe entre la question de la coopération entre les Etats dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique et la tendance qui domine l'évolution mondiale de nos jours, à savoir, la détente internationale et la confirmation sans cesse plus grande du principe de la coexistence pacifique entre Etats ayant des systèmes sociaux différents. Simultanément, à une échelle toujours plus grande, les Etats développent une coopération mutuellement avantageuse dans les domaines économique, scientifique, technique et culturel.

256. En matière de coopération entre les Etats, une grande contribution est apportée par l'Agence en ce qui concerne l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. L'Agence procède à des travaux sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, l'organisation de la coopération technique et de l'assistance aux pays en développement, la protection de l'environnement, et d'autres problèmes encore.

257. Il convient de noter tout particulièrement les activités de l'Agence liées à la mise en œuvre pratique des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et, avant tout, de celles relatives au contrôle de l'application du Traité.

258. A l'heure actuelle, la tâche essentielle consiste à renforcer la détente politique par la détente militaire. De ce point de vue-là, le problème de la prévention de la prolifération des armes nucléaires et de l'efficacité accrue du Traité revêt de plus en plus d'importance. Le problème de la prolifération continue des armes nucléaires est tout aussi aigu qu'auparavant, et les informations concernant un certain nombre de pays qui pratiquent une politique d'agression, raciste, tels que la République sud-africaine, suscitent une vive préoccupation, car ils mènent des

travaux actifs dans le domaine de l'énergie atomique, et ce en dehors du contrôle de l'Agence. L'on sait que, conformément au Traité, l'Agence est chargée de la mise en œuvre d'un certain nombre de ses dispositions. La Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a évalué comme il convient les activités de l'Agence dans ce domaine.

259. L'Agence poursuit ses activités en vue de la conclusion d'accords avec les Etats sur les garanties concernant le Traité. Et, en conséquence, comme cela est indiqué au paragraphe 9 du rapport, qu'à la suite de la ratification du Traité par cinq Etats non dotés d'armes nucléaires, membres de l'EURATOM, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, la quasi-totalité de la puissance nucléaire installée de 15 pays est "maintenant soumise aux garanties de l'Agence". Il convient de noter, comme il est indiqué au paragraphe 138 du rapport, que sur 43 accords de garanties, 22 avaient été conclus avec des Etats qui ont des "activités nucléaires importantes."

260. L'Agence travaille également à la mise en œuvre des mesures prévues à l'article V du Traité dans le domaine de l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques.

261. Le renforcement de l'efficacité et de l'universalité du Traité répond aux intérêts du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, comme du développement de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique. C'est pourquoi la poursuite des efforts déployés par l'Agence en ce qui concerne l'application des mesures prévues par le Traité constitue, de l'avis de la délégation biélorussienne, l'une des orientations essentielles des activités de l'Agence.

262. Pour sa part, la délégation biélorussienne participe activement aux travaux de l'Agence et déclare que, pour que ces activités contribuent au renforcement de la paix et de la sécurité ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les Etats dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique, elles doivent être poursuivies.

263. On a créé, en RSS de Biélorussie, une base pratique pour la solution des problèmes concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, afin de promouvoir avec succès la mise en vigueur de nos plans d'économie nationale et de développement de la coopération avec d'autres Etats. Au cours de l'année écoulée, les études effectuées dans les domaines de la chimie radioactive, de la physique radioactive des corps solides, de la radiobiologie et de l'utilisation des rayonnements ionisants dans l'agriculture et pour le perfectionnement des processus techniques dans l'industrie et la médecine ont beaucoup progressé. Tous les peuples doivent contribuer par leurs efforts aux réalisations des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

264. Les résultats obtenus dans l'utilisation pacifique de l'énergie atomique devraient être accessibles à tous les peuples. C'est pourquoi la RSS de Biélorussie partage son expérience dans ce domaine avec les autres pays, notamment avec les pays en développement. La RSS de Biélorussie fournit, depuis deux ans déjà, une contribution volontaire au fonds

général de l'Agence qui est utilisé pour accorder une aide à ces Etats.

265. En faisant une évaluation positive des activités de l'Agence en matière d'assistance technique, notre délégation voudrait exprimer des réserves à propos de l'assistance accordée aux pays qui poursuivent une politique d'agression ou qui violent de façon flagrante les droits de l'homme.

266. La RSS de Biélorussie espère que le développement de la coopération entre les Etats dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique servira la cause de la paix et de la sécurité internationales et favorisera la mise en œuvre des mesures de désarmement, notamment l'interdiction de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive.

267. En conclusion, la délégation biélorussienne appuiera le projet de résolution A/L.771.

268. M. HARRY (Australie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a étudié attentivement le rapport de l'AIEA ainsi que son important additif concernant la création par l'Agence d'un groupe consultatif *ad hoc* sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. L'Australie, d'une façon générale, appuie le projet de résolution qui a été présenté par l'Argentine, les Pays-Bas et la Yougoslavie [A/L.771]. Nous avons entendu, cet après-midi, une introduction complète faite par le Directeur général de l'Agence, M. Eklund, au rapport des activités de l'Agence au cours des 12 derniers mois. En soulignant que c'était le vingtième anniversaire de la première Conférence internationale sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, il a rappelé à ceux d'entre nous qui avons eu le privilège d'assister à cette entreprise de pionniers tout ce qui a été accompli depuis lors. Comme par le passé, la délégation australienne ne trouve guère à ajouter à l'excellente étude du Directeur général sur les activités de l'Agence, qui s'est acquittée de ses responsabilités majeures en ce qui concerne la mise au point des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Australie attache une très grande importance à tous les aspects des activités de l'Agence, qu'elle appuie.

269. Je voudrais saisir cette occasion pour faire de brèves observations sur la décision prise par le Conseil des gouverneurs de l'Agence en juin dernier, visant à créer un groupe consultatif *ad hoc* sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. L'Australie s'intéresse tout particulièrement aux travaux du Groupe, et mon pays a, d'ailleurs, l'honneur d'en être le Président.

270. Le mandat du Groupe, en termes généraux, est de conseiller l'Agence sur les aspects pertinents des procédures internationales concernant la conduite des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Etant donné le potentiel que représente sous l'angle armement tout engin explosif nucléaire, mon gouvernement estime qu'il est important que toute utilisation d'explosions nucléaires à des fins pacifiques, si elle est jugée viable, ait lieu dans un cadre international concerté. Mon gouvernement reconnaît que l'Agence est l'organe international approprié, par lequel tous avantages pouvant être retirés de l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques

pourraient être accessibles aux Etats non dotés d'armes nucléaires.

271. Comme on peut noter au troisième alinéa du préambule du projet de résolution A/L.771, il est apparu à l'évidence au cours de l'année 1975 que de nouvelles mesures devraient être prises en vue de réaliser pleinement l'objectif d'une politique internationale de non-prolifération. Alors que le projet de résolution ne fait pas mention de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est tenue en mai de cette année, mon gouvernement croit que les résultats de cette conférence ont une importance particulière pour tous les pays sincèrement préoccupés d'assurer que les fruits pacifiques de l'énergie nucléaire soient largement disséminés dans le monde, sans en même temps risquer une prolifération dangereuse des capacités en matière d'armes nucléaires. La question des explosions nucléaires à des fins pacifiques revêt une importance spéciale à cet égard.

272. Le Groupe consultatif a déjà commencé ses travaux, qu'il a 18 mois pour compléter, et nous comprenons qu'il concentre ses efforts, pour commencer, sur quatre domaines d'études : les applications possibles des explosions nucléaires à des fins pacifiques; les aspects juridiques de telles explosions, y compris des modèles d'accords; les aspects relatifs à la santé, à la sécurité et à l'environnement; et, enfin, les aspects économiques. Nous sommes heureux de noter que les études se poursuivront simultanément dans ces quatre domaines. Les résultats de ces études fourniront une base circonstanciée solide du Groupe consultatif, lui permettant de passer l'année prochaine à de nouvelles tâches : il devra aviser le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA sur les facteurs entrant en jeu dans l'établissement et le fonctionnement d'un service international pour des explosions nucléaires à des fins pacifiques; et il devra donner un avis au Conseil, dans le domaine de compétence de l'Agence, sur la structure et la teneur des accords nécessaires au titre de l'Article V du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

273. Une hypothèse fondamentale du Gouvernement australien veut qu'un tel service international pour les explosions nucléaires à des fins pacifiques, s'il était établi, et quand il le sera, devrait être à la disposition de tous les Etats qui pourraient souhaiter profiter de dispositions prises pour la fourniture de services d'explosions nucléaires à des fins pacifiques. C'est une des conclusions importantes de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que la mise en œuvre des obligations découlant de l'article V du Traité ne sera pas limitée aux parties au Traité, mais doit être accessible à tous les Etats. Mon gouvernement espère que tous les pays ayant une capacité nucléaire importante voudront participer pleinement et de grand cœur aux travaux de cet important Groupe consultatif.

274. M. MISTRAL (France) : La délégation française se prononce en faveur du projet de résolution relatif à l'approbation du rapport de l'AIEA [A/L.771]. Elle désire, cependant, marquer que cette approbation ne s'étend pas à l'ensemble du dispositif, et faire une réserve portant sur le paragraphe 3 du dispositif relatif aux contributions volontaires au fonds général.

Le Gouvernement français entend n'être engagée d'aucune façon par les dispositions incluses dans le paragraphe considéré.

275. M. BERNARDO (Italie) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom de la délégation italienne, je voudrais dire combien nous apprécions les activités de l'AIEA au cours de l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1975, telles qu'elles ressortent du rapport annuel de l'Agence ainsi que l'exposé de son directeur général, M. Eklund. On peut dire que, d'une manière générale, les résultats obtenus ont été positifs, en particulier si l'on tient compte de la complexité des problèmes que soulèvent les développements prévisibles en matière d'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et plus spécialement dans le secteur de l'énergie.

276. La délégation italienne voudrait aussi dire combien elle est satisfaite de la conclusion positive de l'Accord de coopération entre l'EURATOM et l'AIEA qui est venu officialiser la collaboration préexistante entre les deux organisations.

277. L'Italie attache une importance particulière aux mesures entreprises pour promouvoir les programmes nucléaires à des fins pacifiques dans les pays en développement, l'objectif étant de consolider la coopération internationale.

278. La délégation italienne note qu'à la suite de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la communauté internationale est devenue consciente des risques de la prolifération nucléaire, et par conséquent, de la nécessité de mettre au point un système solide de garanties pour prévenir de tels risques. A notre sens, ce système de garanties doit à la fois répondre à ses objectifs tout en évitant toute discrimination dans ses opérations.

279. En ce qui concerne les garanties, je voudrais rappeler que l'Italie, de concert avec quatre pays de l'EURATOM, a ratifié le Traité de non-prolifération ainsi que la conclusion de l'accord entre AIEA et l'EURATOM. Cet accord, il faut le souligner, non seulement satisfait les conditions requises à l'article III du Traité de non-prolifération, mais en outre constitue un modèle utile pour répondre à des développements ultérieurs en matière d'application des garanties.

280. La délégation italienne tient à dire combien elle est heureuse de la décision de réunir une deuxième conférence d'examen, ainsi que de l'inclusion à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale d'un point concernant l'examen des conclusions de la première Conférence d'examen.

281. Nous attachons la plus haute importance à un échange aussi large que possible de données technologiques et de matériaux nucléaires entre les Etats parties au Traité de non-prolifération, et nous espérons que la Conférence d'examen prévue pour 1980 pourra faciliter la réalisation totale de cet objectif fondamental.

282. Nous voudrions aussi dire combien nous sommes heureux de la création d'un groupe consultatif chargé d'étudier les explosions nucléaires à des fins pacifiques.

283. Je désire saisir cette occasion pour indiquer que dans un proche avenir, 20 centres nucléaires,

d'une capacité énergétique globale de 20 000 MW, seront installés en Italie. Mon pays accroît aussi ses activités en matière de recherche technologique et de promotion industrielle dans le cadre de la troisième phase du plan quinquennal de notre Centre d'énergie nucléaire, et en particulier les activités intéressant les différents types de réacteurs nucléaires. L'Italie participe d'autre part aux activités multinationales de l'EURODIF dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium.

284. En conclusion, je voudrais rappeler le rôle effectif joué par l'Italie dans le progrès de la technologie nucléaire, rôle qui est reconnu sur le plan international et qui a justifié la désignation de mon pays au Conseil des gouverneurs de l'AIEA. L'Italie continuera de contribuer pleinement aux activités de l'Agence, afin de renforcer encore la cohésion entre les Etats membres et de faire en sorte que les ressources disponibles pour la coopération internationale soient utilisées de la manière la plus efficace.

285. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je voudrais rappeler que le représentant de l'Argentine a proposé d'ajouter les mots "pour les besoins pacifiques de ces pays" au paragraphe 4 du dispositif, dont la teneur serait alors la suivante :

"Note avec satisfaction que l'Agence internationale de l'énergie atomique continue de mettre de plus en plus l'accent, dans son programme d'assis-

tance technique, sur l'introduction de l'énergie nucléaire et de ses techniques dans les pays en développement, pour les besoins pacifiques de ces pays, et en particulier la série de cours de formation sur la planification et l'exécution de projets relatifs à l'énergie nucléaire."

286. Je voudrais également rappeler que le représentant de l'Argentine a proposé d'adopter le projet de résolution par consensus. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette proposition du représentant de l'Argentine quant à l'adoption du projet de résolution ?

Le projet de résolution est adopté [résolution 3386 (XXX)].

La séance est levée à 19 h 10.

NOTES

¹ Agence internationale de l'énergie atomique, *Rapport annuel, 1^{er} juillet 1974-30 juin 1975* (Vienne, septembre 1975) et rectificatif et additif; transmis aux membres de l'Assemblée générale par note du Secrétaire général (A/10168 et Corr.2 et Add.1).

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Séances plénières*, 2276^e séance, par. 7 et 8.

³ A/C.1/1068.

⁴ Voir A/C.1/976.